

COMMISSION DE LA JUSTICE

COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE

du

van

MARDI 22 MARS 2011

DINSdag 22 MAART 2011

Matin

Voormiddag

La réunion publique est ouverte à 10 h 23 par Mme Sarah Smeyers, présidente.

01 Question de M. Éric Jadot au ministre de la Justice sur "les mesures de mise sous bracelet électronique de personnes internées au sein de l'établissement de défense sociale de Paifve" (n° 2785)

01.01 Éric Jadot (Ecolo-Groen!): Il semble que votre administration envisage d'étendre la surveillance électronique, comme alternative à la détention, d'une partie des internés de l'établissement de défense sociale de Paifve. Le bracelet électronique est un facteur de tensions pour les détenus. Appliquer cette mesure à des patients souffrant de troubles psychiatriques étonne.

Confirmez-vous l'application de cette mesure à Paifve et, si oui, pour quels motifs? Combien de patients internés sont-ils concernés? Ce mode de surveillance n'est-il pas inadéquat au regard de certaines pathologies dont souffrent certains internés? Quel est ici le sens de la mission de soin et de protection de l'individu et de la société dévolue aux EDS? Quel est le regard du monde médical sur ce sujet?

01.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en français*): Vos informations sont inexactes. Pour le moment, l'administration pénitentiaire n'envisage nullement, dans le cadre de l'internement, d'appliquer la surveillance électronique, d'ailleurs non envisageable pour des raisons juridiques.

Cela dit, la loi du 21 avril 2007, qui n'est toujours pas entrée en application, prévoit – en son article 22 – la surveillance électronique comme une modalité d'exécution d'une décision d'internement par laquelle l'interné subit la mesure de sûreté qui lui a été imposée en dehors de l'établissement selon un plan d'exécution déterminé, dont le respect est contrôlé notamment par des moyens électroniques.

La décision sur l'attribution du régime de surveillance électronique sera, le cas échéant, une compétence du tribunal d'application des peines qui sera responsable du suivi des internés.

01.03 Éric Jadot (Ecolo-Groen!): Je pense que la confusion est venue de cette future prescription légale qui rendra le port du bracelet possible. L'inquiétude portait notamment sur les cas de paranoïa.

L'incident est clos.

02 Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur "la fermeture de la prison de Verviers" (n° 3001)

02.01 Renaat Landuyt (sp.a): La prison de Verviers compte deux sections hébergeant chacune 110 détenus environ auxquels s'ajoutent une cinquantaine de personnes en détention préventive. Est-il exact qu'une des deux ailes connaît des problèmes de stabilité qui nécessiteront peut-être sa fermeture?

02.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Je me suis rendu hier dans cette prison. Aucun problème n'avait jamais été constaté auparavant dans ce bâtiment datant du XIX^e siècle. Les transformations effectuées il y a quelques années ont cependant affecté la structure de base. Ces interventions, qui ont consisté à abattre des murs porteurs et à les remplacer par des constructions supplémentaires, ont eu pour effet de faire "bouger" le bâtiment. Cette situation explique que des pierres se détachent par endroits.

L'une des conséquences, c'est qu'il est en fait possible de s'échapper à travers les brèches des murs, ce qui

s'est d'ailleurs déjà produit plusieurs fois.

La Régie des Bâtiments a fait appel à un bureau d'architectes de Liège, qui a dressé l'inventaire de tous les problèmes sur la base d'une analyse visuelle superficielle. La stabilité ne serait toutefois pas compromise. Le bureau va poursuivre l'étude pour étayer sa première analyse d'arguments technico-scientifiques. Les syndicats et le personnel ne souhaitent évidemment pas s'exposer à un risque d'effondrement. Il est toutefois évident que des investissements s'imposent dans ce bâtiment.

Plusieurs options sont envisageables: une rénovation partielle, une rénovation intégrale, la construction d'un tout nouveau bâtiment sur un autre site... Avant de prendre cette décision, il convient de procéder à une étude prospective.

La question se pose de savoir quelles mesures concrètes doivent être prises durant la période transitoire. Ces 260 détenus ne peuvent être relogés ailleurs aussi facilement.

Dès que le bureau d'études aura achevé son analyse – probablement dans un délai d'un mois – une nouvelle réunion sera consacrée au dossier.

02.03 Renaat Landuyt (sp.a): Comment se fait-il que ce problème n'a pas été constaté dans le masterplan pour les prisons?

02.04 Stefaan De Clerck, ministre (en néerlandais): À l'entame de l'étude qui a conduit au masterplan, il n'était pas encore question de problèmes en ce qui concerne le bâtiment de Verviers. Ce problème est apparu assez récemment et les deux derniers hivers rudes n'ont certainement pas fait de bien au bâtiment.

02.05 Renaat Landuyt (sp.a): En d'autres termes, il se peut que le calendrier des travaux de rénovation et de réparation des prisons soit déjà dépassé. Il serait judicieux de contrôler une nouvelle fois cette planification.

L'incident est clos.

03 Questions jointes de

- **M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur "le nouveau record concernant le nombre de détenus dans les prisons belges" (n° 3003)**

- **Mme Linda Musin au ministre de la Justice sur "la surpopulation dans les prisons" (n° 3103)**

03.01 Renaat Landuyt (sp.a): Qu'en est-il du record de 11 000 détenus et du reste du masterplan?

03.02 Stefaan De Clerck, ministre (en néerlandais): Le cap des 11 000 détenus a été dépassé la semaine dernière. Actuellement, le total est revenu à 10 981, pour une capacité de 9 065 détenus, Tilburg inclus.

Nous devons en effet examiner les possibilités d'accroître la capacité. La rénovation et la récupération de plusieurs cellules est en cours. Jusqu'à présent, nous avons pu récupérer ou construire 272 places, dont 39 à Saint-Gilles, 90 à Tournai, 60 à Merksplas et 11 à Malines. Des places supplémentaires devraient encore être disponibles cette année, à savoir 102 par la réouverture de l'aile B à Saint-Gilles, 60 par des extensions à Wortel, 74 à Turnhout et 15 à Hoogstraten. S'ajoutent à cela 84 cellules rendues disponibles par la mise en service des centres fermés fédéraux de Tongres et Saint-Hubert.

À Jamioulx, une rénovation en profondeur est en cours et les travaux sont menés dans une aile à la fois. À Tilburg, nous pouvons louer 150 places supplémentaires. La procédure est d'ailleurs en cours pour le moment. Le masterplan bis abordera aussi la sous-capacité structurelle en Belgique.

En plus des travaux mentionnés précédemment, nous sommes également attentifs à la construction de nouvelles prisons. Ainsi, nous possédons déjà un permis de bâtir pour le centre de psychiatrie légale à Gand et pour le centre fermé pour jeunes d'Achêne. Les dernières négociations sont menées actuellement avec des partenaires privés à propos des contrats relatifs à la construction des prisons à Termonde, Beveren, Leuze et Marche-en-Famenne. En principe, le Conseil des ministres devrait se prononcer en juin et les travaux pourraient débuter immédiatement après. La notification n'a pas encore été faite pour un site à

Leuze-en-Hainaut, dans l'attente de documents pour le financement, mais nous avons pour objectif de traiter aussi ce dossier au Conseil des ministres en juin. Entre-temps, le projet d'esquisse du centre de psychiatrie légale d'Anvers est également terminé.

En ce qui concerne Haren, il a été décidé d'acquérir des terrains et un groupe de pilotage a été constitué. Plusieurs workshops devront permettre de déterminer comment concevoir cette prison car il s'agit d'accueillir 1 200 personnes sur un seul et même site, ce qui est inédit. D'où ma demande de réflexion sur un masterplan, en concertation avec des criminologues, des spécialistes et des professionnels de l'architecture. Cette prison doit en effet disposer d'une infrastructure centrale et d'une salle d'audience centrale mais ne peut constituer un ensemble monolithique. Dans l'intervalle, la procédure de désignation d'un nouveau consultant est en cours, comme pour les quatre autres prisons.

Les dossiers des quatre sites pour lesquels nous devons prendre une décision en juin 2011 – Gand, l'établissement psychiatrique d'Anvers, Achêne pour les jeunes et Haren – sont donc en cours d'examen. Les délais sont assez bien respectés de sorte que nous devrions être en mesure de remplacer plusieurs anciennes prisons.

En Belgique francophone, il est en principe prévu que les prisons de Namur et de Dinant seront fermées et remplacées, contrairement à Verviers. Le gouvernement wallon a proposé un site à Sambreville à cet effet, mais ce terrain s'avère fortement pollué et dans un souci de santé publique, nous avons indiqué à M. Henry que nous ne souhaitons pas construire sur cette parcelle. Nous attendons à présent une autre proposition.

Tous les dossiers progressent, même si s'y ajoute celui de Verviers et si une tour pose encore problème à Lantin. J'avais suggéré Paifve comme alternative mais le débat est toujours en cours. J'espère en tout cas pouvoir poser, avant l'été, la première pierre d'une nouvelle prison psychiatrique, le dossier le plus abouti.

Pour le reste, un gouvernement ayant la plénitude des compétences devrait délibérer sur l'application de la détention provisoire, les tribunaux de l'application des peines, la loi Lejeune, les modalités d'enfermement et de mise en liberté ainsi que la surpopulation structurelle. Ces questions sont trop délicates pour un gouvernement en affaires courantes mais doivent faire l'objet d'un débat politique pour déboucher sur une politique de détention adéquate.

En attendant, une infrastructure complémentaire devrait apporter un certain soulagement. Il nous faut aussi réfléchir à la question de la détention électronique, pour laquelle nous nous heurtons constamment à des limites. Un débat s'avère indispensable à ce sujet également.

03.03 Renaat Landuyt (sp.a): Je remercie le ministre pour cet aperçu. Il sera donc procédé à une nouvelle évaluation. Comme Lantin et Verviers disparaissent du schéma, je reposerai, dans quelque temps, la question de savoir quelles en seront les implications. C'est regrettable parce que je ne vois aucune objection à l'exécution de ce plan. Je présume donc que le ministre le fera lui-même spontanément. Il est question d'un rééchelonnement et je trouve l'erreur de calcul dans la rénovation de Verviers particulièrement inquiétante. Je ne peux donc qu'espérer qu'on en restera là.

03.04 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Il s'agissait d'un élément supplémentaire.

03.05 Renaat Landuyt (sp.a): Dans ce cas, comment les plans ont-ils été établis? Comment pouvait-on ignorer qu'en 1984, un mur essentiel a été abattu, information qui figure apparemment dans l'analyse actuelle? J'espère que les rapports nous parviendront dans moins d'un mois.

L'incident est clos.

04 Question de Mme Sonja Becq au ministre de la Justice sur "la proposition de règlement relative à la compétence judiciaire, la reconnaissance et la mise en œuvre de décisions en matière civile et commerciale" (n° 3041)

04.01 Sonja Becq (CD&V): La Commission européenne a rédigé une proposition de règlement pour faciliter la reconnaissance et supprimer l'exequatur dans le cadre de l'exécution de décisions prises à l'étranger en matière civile et commerciale. Cette proposition se heurte à de nombreuses réserves de la part des Pays-

Bas. Plusieurs règles de procédure ont ainsi été modifiées, alors qu'elles étaient bien réglées dans de précédents règlements et l'on n'a pas tellement confiance dans des jugements ou arrêts éventuels de tribunaux étrangers.

Le Parlement européen a adopté une résolution en septembre 2010 en la matière.

Le ministre a la responsabilité de formuler un avis à ce sujet pour le gouvernement, sans avis de subsidiarité de la part du Parlement.

Quelles seraient les conséquences concrètes de la proposition de règlement pour l'ordre juridique belge? Que pense le ministre des critiques néerlandaises? Dans quelle mesure la proposition de règlement tiendrait-elle compte de l'avis du Parlement européen? Quelles sera l'attitude de la Belgique au niveau européen?

04.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Il s'agit d'une proposition de révision du règlement. Les négociations ne portent que sur les articles du règlement dont la Commission européenne accepte la modification.

La principale modification proposée est effectivement la suppression de l'exequatur pour les décisions intracommunautaires. L'exequatur est une procédure qui est superflue dans la majorité des cas. Sa suppression améliorerait la transmission des décisions judiciaires dans l'Union européenne et aurait en outre pour effet la suppression des coûts qui vont de pair avec cette procédure chronophage.

J'estime qu'il existe et doit exister entre les États membres une confiance mutuelle suffisante pour pouvoir laisser tomber l'exequatur. Les cas litigieux dans lesquels l'utilité de cette procédure apparaît sont rares. Pour ces cas-là, il est prévu d'incorporer des filets de sécurité dans le règlement. L'intervention du juge des saisies restera dès lors possible au stade de l'exécution de la décision. De nombreux États membres partagent dans une large mesure les préoccupations exprimées dans la résolution du Parlement européen. La présidence active du Conseil européen devra tenir compte du point de vue du Parlement européen et engager le débat avec lui.

La Belgique apporte son soutien à la suppression de l'exequatur pour les décisions judiciaires d'autres États membres. Toutefois, il importe selon elle de prévoir certaines garanties, ces garanties étant censées permettre une protection convenable des droits de la partie adverse. Dans le même temps, il sera tenu compte du fait que certains régimes juridiques sont peu connus des praticiens belges même si le nombre de décisions prises en la matière est limité.

Afin d'assurer l'exécution de décisions prises par d'autres pays, il sera nécessaire d'informer et de former les acteurs concernés de notre ordre judiciaire.

04.03 Sonja Becq (CD&V): L'existence de l'exequatur revêt une certaine importance en raison de l'internationalisation. Il convient néanmoins de faciliter l'exécution et la reconnaissance des jugements et des arrêts rendus par les juridictions des autres États membres.

L'incident est clos.

05 Question de Mme Sonja Becq au ministre de la Justice sur "la mesure de la charge de travail auprès des cours et tribunaux" (n° 3058)

05.01 Sonja Becq (CD&V): Avez-vous reçu les résultats de la mesure de la charge de travail dans les cours et tribunaux? Pourrez-vous exploiter ces résultats? Où en êtes-vous sur ce plan?

05.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Il a été convenu sous le ministre Vandeurzen que les magistrats définiraient eux-mêmes la mesure de la charge de travail.

Une équipe a été installée et le projet mesure de la charge de travail a été lancé pour le siège. On a commencé avec les cours d'appel d'Anvers et de Mons, et on a terminé les premières mesures qui avaient pour objet les délais de traitement des affaires qui constituent le *core business* des tribunaux correctionnels. On vient d'entamer les mesures pour les affaires civiles à Anvers.

Toutefois, il est apparu clairement que la cour d'appel de Mons est en situation de décrochage. Il a donc été demandé à la cour d'appel de Liège de se substituer à celle de Mons. Ce changement sera soumis à une assemblée générale de la cour le 6 avril car l'on veut être certain que tous les magistrats liégeois sont d'accord de se substituer à leurs collègues montois.

Je trouve cela inadmissible. La cour d'appel de Mons souhaite freiner la procédure et en définitive décrocher, ce qui hypothèque l'ensemble du système. Sans mesure de la charge de travail, les cadres du personnel ne seront pas adaptés.

Dans l'intervalle, une vague suivante est en préparation. En première instance, on commence avec les tribunaux du travail d'Anvers, de Courtrai-Ypres-Furnes, de Charleroi et de Nivelles.

Nous disposerons en avril des résultats relatifs aux tribunaux de première instance et du commerce. Ils détermineront alors leurs produits clés et poursuivront la mesure de leur charge de travail.

On ne dispose donc pas encore de résultats définitifs. Ce retard est en partie dû au décrochage de la cour d'appel de Mons.

Grâce à l'automatisation des justices de paix, on connaît à présent le temps de traitement. Le parquet d'Anvers a fourni hier un aperçu pour l'ensemble des tribunaux et parquets et on a bien entendu constaté "incidemment" qu'Anvers affiche les meilleurs résultats. C'est grâce à l'automatisation. Une analyse de management peut à présent aussi être effectuée.

Le même processus sera suivi pour les justices de paix. À cet effet, nous avons créé le projet Cheops. Toutes les justices de paix sont désormais équipées du même logiciel.

L'autre méthode est une méthode inverse. On se penche sur les différents types de produits et on examine comment on peut les mesurer. Nous devons voir où la technologie *bottom up* pourra rencontrer la méthode *top down*.

La méthode basée sur la coopération avec la magistrature m'a très fort déçu, parce que j'ai dû constater qu'une seule cour d'appel a décroché à un moment donné. J'espère que la cour d'appel de Liège décidera le 6 avril de relayer la cour d'appel de Mons.

Si vous l'estimez nécessaire, je puis inviter les personnes qui s'emploient à réaliser la mesure de la charge de travail à venir s'exprimer. Si la commission peut consacrer le temps nécessaire à cet effet, ces personnes sont disposées à fournir toute information utile en la matière.

05.03 **Sonja Becq** (CD&V): Si cela permet d'accélérer le projet, nous voulons même bien les inviter tous les jours.

Le projet a été lancé en 2008. Il est regrettable qu'un groupe abandonne l'expérience après trois ans; j'espère que Liège défendra l'honneur de la Communauté française.

Il convient de connaître la charge de travail avant d'envisager d'autres étapes telles qu'une extension des cadres. Il faut trouver un équilibre entre collaboration volontaire et obligation de résultats.

L'incident est clos.

06 Questions jointes de

- M. Éric Jadot au ministre de la Justice sur "le transfèrement de détenus vers l'établissement pénitentiaire de Tilburg" (n° 3066)
- M. Raf Terwingen au ministre de la Justice sur "la prison de Tilburg" (n° 3190)
- Mme Daphné Dumery au ministre de la Justice sur "la détention de détenus belges à Tilburg" (n° 3215)
- M. Éric Jadot au ministre de la Justice sur "le transfèrement de détenus vers l'établissement pénitentiaire de Tilburg" (n° 3300)
- Mme Valérie Déom au ministre de la Justice sur "les avancées du Masterplan et la politique de transfert de détenus vers Tilburg" (n° 3401)

- M. Olivier Maingain au ministre de la Justice sur "le cas des détenus francophones et des détenus en attente de libération conditionnelle à la prison de Tilburg" (n° 3431)

06.01 **Éric Jadot** (Ecolo-Groen!): Le coût du projet de Tilburg est choquant en comparaison avec l'état de délabrement de nos prisons et le statut précaire du personnel qui y travaille. C'est de manière bien plus structurelle que nous devons approcher la surpopulation. Le débat sur la détention préventive doit être rouvert.

Je me suis rendu à Tilburg, et j'ai été impressionné par les conditions de détention: travail rémunéré pour 90 % des détenus, formations, infrastructures sportives, etc. Toutefois, de nouveaux détenus vont arriver dans cette prison, ce qui signifie des dortoirs de huit personnes. Les dortoirs sont larges, mais une telle cohabitation augmente le risque de problèmes.

À part la direction, qui est bilingue, le personnel de Tilburg ne parle pas le français. Combien de détenus ne maîtrisant pas la langue néerlandaise y sont-ils actuellement détenus? La question de la langue est-elle prise en compte par votre département lors des transfèrements vers Tilburg? Un cadre d'évaluation circonstancié des avantages et inconvénients concernant ces transfèrements a-t-il été établi?

La situation géographique de l'établissement de Tilburg ne met-elle pas à mal la rencontre des règles internationales quant aux droits des détenus?

06.02 **Daphné Dumery** (N-VA): La capacité est passée de 500 à 650 places, il reste donc une marge de 31 places. Le ministre a-t-il l'intention de les occuper également? Avec quelles conséquences budgétaires? Est-il exact que l'arrivée de ces 150 détenus portera l'occupation à huit personnes par cellule? Que veulent dire les médias lorsqu'ils évoquent 'l'entêtement' du directeur? Peut-on parler d'atteinte aux droits des détenus? Pourquoi l'arrivée de 150 détenus provoquerait-elle des tensions dans un contingent de 681 places? Quelles sont les possibilités de réintégration des prisonniers belges à Tilburg? Jouissent-ils des mêmes possibilités qu'en Belgique?

06.03 **Valérie Déom** (PS): Vous avez partiellement répondu à ma question au sujet du Masterplan.

La problématique de Tilburg est liée au Masterplan, puisque cette solution a été choisie à titre exceptionnel. Un an plus tard, la surpopulation de nos prisons est cependant encore en croissance. Vous nous avez présenté le plan de construction de nouvelles prisons. Mais, de notre point de vue, plus on ouvre de prisons, plus on les remplit. Si les problèmes des internés doivent être pris en considération, ce n'est pas en ouvrant de nouvelles ailes que l'on résoudra la surpopulation carcérale.

Par ailleurs, nous venons d'apprendre que vous rejetez de manière unilatérale Sambreville, site qui a pourtant été choisi par la Région wallonne et la commune. Des rapports de la Région wallonne et d'instituts spécialisés montrent que l'on peut régler les problèmes de pollution en coulant une dalle de béton sur le site.

Il y a un an, je vous interrogeais sur le sujet (voir *Compte rendu analytique* 52 PLEN 149, p. 18 & 19). Vous m'aviez répondu que si la Région et la commune étaient d'accord, le fédéral n'avait pas à s'immiscer dans le choix du site. Pourquoi donc cette décision unilatérale d'un gouvernement en affaires courantes d'écarter un site choisi à une large majorité par la Région et la commune?

Quel est l'impact budgétaire des 150 places complémentaires à Tilburg? Ces moyens ne pourraient-ils être employés à la réinsertion, la réflexion sur la détention préventive, le bracelet électronique ou le travail d'intérêt général? Combien de détenus ont-ils été transférés à Tilburg depuis le début de la coopération? De quelles prisons viennent-ils? La presse fait état de 200 francophones à Tilburg, est-ce exact? Des détenus ne parlant ni le français, ni le néerlandais y ont-ils été transférés? Comptez-vous soulager les prisons francophones à Tilburg?

Je reviens aussi sur les procédures de transfèrement. Vous nous avez expliqué que l'avis des détenus n'était pas demandé. Mais l'avis des directeurs de prison non plus. Certains directeurs de prison ont émis un avis négatif quant au transfèrement de leurs détenus, qui n'a pas été suivi. Qu'en est-il?

06.04 **Stefaan De Clerck**, ministre (*en français*): Je ne peux pas agir contre la santé publique en plaçant

des centaines de prisonniers sur un site malsain. C'est ce que j'ai écrit à M. Henry, en précisant qu'il devait être possible de trouver un autre site, sauf si on pense que le fédéral va payer tous les frais d'assainissement du terrain, qui sont énormes! Sambreville est le seul site pour lequel nous n'avancions pas.

Cela dit, le débat essentiel porte sur le dossier de Tilburg. Tout d'abord, la question des langues. Je cherche des solutions avec Tilburg pour faire baisser la pression d'une manière générale. Il y a une grande proportion d'étrangers dans nos prisons dont la langue n'est ni le néerlandais, ni le français. Les problèmes linguistiques ne sont pas propres à Tilburg. Il s'agit d'un problème relativement spécifique à la Belgique.

On ne peut donc s'attendre à ce que l'ensemble des détenus à Tilburg parlent le néerlandais.

Le personnel de surveillance, qui en effet est néerlandais, est loin d'être unilingue. L'équipe de direction est belge et a des connaissances variables mais réelles en français.

Il est impossible de calculer le nombre exact de détenus qui maîtrisent la langue néerlandaise. L'administration pénitentiaire se base sur des réalités administratives qui ne correspondent pas nécessairement à la réalité linguistique du détenu. Il est cependant exact que des détenus provenant de prisons en Communauté française ont été transférés à Tilburg. Dans la majeure partie de ces cas, il s'agissait de détenus de nationalité étrangère, non admis au séjour en Belgique et qui ne sont donc pas des détenus francophones au sens strict.

Du côté francophone, la plupart des personnes transférées à Tilburg sont des étrangers. Pour la sélection, la direction tient compte de différents éléments liés au risque, à la situation médicale, aux visites, à la formation, etc. Il est clair que, vu la surpopulation carcérale, certains dossiers ne présentent pas un profil idéal. L'administration pénitentiaire essaiera de se focaliser sur les condamnés à des peines de moins de trois ans.

La réponse du gouvernement belge au dernier rapport CPT a été rendue publique le 22 février dernier. À propos de la prison de Tilburg, il est précisé qu'elle est considérée comme une prison belge. De ce fait, le consentement du détenu n'est pas davantage requis que pour un transfèrement vers une autre prison belge. Il a été estimé que les droits subjectifs des détenus n'avaient pas été violés. Tout détenu a le droit de demander son transfert vers une autre prison.

Je rappelle que la prison de Tilburg est facilement accessible par les transports en commun et connaît un régime de visites assez souple.

(En néerlandais) Au départ, Tilburg accueillait 500 détenus, aujourd'hui 650. Ce n'est pas trop. La plupart des cellules sont conçues pour une seule personne. Les cellules occupées par quatre à huit détenus sont équipées en conséquence. En Belgique, huit détenus sont incarcérés dans des cellules équipées pour deux à trois personnes.

Le placement progressif de 150 détenus belges supplémentaires à Tilburg a débuté le 1^{er} mars 2011 et pris fin le 16 mars.

(En français) Il est difficile de donner un chiffre concernant les transferts. En effet, Tilburg étant une dépendance de la prison de Wortel, les chiffres sont intégrés dans ceux de celle-ci.

Les détenus proviennent d'à peu près toutes les prisons de Flandre et de Bruxelles et de quelques prisons en Wallonie. Il est prévu que l'opération d'extension de la capacité de Tilburg profite également aux prisons francophones. Une cinquantaine de détenus originaires de prisons du Sud du pays seront transférés à Tilburg. L'objectif est que, sur les 650 places, une certaine soit occupée par des détenus classifiés en Région wallonne. Il s'agira essentiellement d'étrangers.

Le chiffre de 200 détenus francophones cité dans la presse et que vous avez repris dans votre question est totalement inexact. Il donne l'impression qu'il s'agit d'une question communautaire alors que ce n'est pas le cas.

(En néerlandais) Les prétendues tensions concernent le placement de détenus dans des cellules de quatre, six et huit personnes. Ces cellules seront occupées dans le cadre de l'augmentation du nombre de détenus à

Tilburg. Les cellules qui accueilleront huit détenus sont parfaitement adéquates et sont munies des équipements nécessaires. Toute modification d'une situation donnée entraîne des tensions. Ce modèle suscite donc effectivement une résistance, mais il me semble qu'à terme, il pourra certainement être considéré comme acceptable.

Je n'ai pas été informé de possibilités de réintégration réduites. Des accords ont été conclus avec les Communautés.

Le problème concernant le directeur d'établissement néerlandais à Tilburg constitue une matière interne sans influence manifeste sur les accords entre la Belgique et les Pays-Bas concernant l'accueil de détenus belges à Tilburg. Nous poursuivrons normalement le travail avec le nouveau directeur.

Le coût annuel de départ s'élève à 31,7 millions d'euros et sera majoré de 7,9 millions d'euros pour les 150 places supplémentaires.

(En français) C'est une nécessité aussi longtemps que nous ne disposons pas de nouveaux bâtiments. J'espère que ce montant sera mis au profit de l'élaboration de la politique carcérale dès l'achèvement des bâtiments sur le sol belge.

(En néerlandais) Il n'y a pas de capacité supplémentaire pour l'instant. 150 places supplémentaires sont donc créées en plus des 500 places existantes. En principe, la capacité est de 681 détenus mais ces places servent seulement à compenser des fluctuations.

(En français) À Forest, l'aile fermée pour rénovation depuis quelques années devrait rouvrir fin 2011, avec 102 places.

J'ai également parlé des quatre dossiers concernant les extensions de capacité. À Bruxelles, nous avons le terrain et nous préparons le cahier de charges "*design build finance maintain*". Ce bâtiment comptera 1 180 places, c'est un gros dossier.

J'espère en finir rapidement avec Tilburg et ramener tout le monde en Belgique, mais pour cela, nous avons besoin de bâtiments.

Les huit dossiers en cours avancent bien et j'espère que nous pourrions les boucler dans les délais.

06.05 **Éric Jadot** (Ecolo-Groen!): Ma question ne se voulait en aucun cas communautaire. J'aurais posé la même question si des détenus néerlandophones étaient incarcérés dans une prison francophone. Votre réponse ne me satisfait pas. Vous comparez Tilburg à des établissements flamands qui comptent des prisonniers francophones. Dans les établissements flamands que j'ai visités, de nombreux gardiens parlent le français et font preuve de bonne volonté envers les détenus. C'est à mettre à leur actif! Ce n'est pas le cas à Tilburg, car les gardiens qui y parlent le français sont rares. Vous dites que le personnel de Tilburg pratique l'arabe ou le russe. C'est bien, mais le français est une de nos langues nationales. J'y ai rencontré un détenu qui, depuis un an, a demandé deux fois son transfert vers une prison francophone. Cela lui a été refusé. Peut-être faudrait-il faire preuve de plus de flexibilité.

06.06 **Stefaan De Clerck**, ministre *(en français)*: Certains prisonniers demandent à retourner à Tilburg car ils s'y trouvent mieux.

06.07 **Éric Jadot** (Ecolo-Groen!): Je vous l'ai dit, j'ai l'impression qu'un détenu néerlandophone est mieux à Tilburg, où il a un travail et des formations, qu'ailleurs. Par contre, il serait bien d'écouter les personnes en décrochage psychologique.

06.08 **Daphné Dumery** (N-VA): Peut-être devrions-nous quand même aller nous renseigner sur place aux Pays-Bas.

06.09 **Stefaan De Clerck**, ministre *(en néerlandais)*: C'est une bonne suggestion. Le fait que les Pays-Bas disposent de cellules en surcapacité et que nous soyons en pénurie fait bien sûr toute la différence pour le confort individuel des détenus.

Je comprends les problèmes linguistiques des détenus francophones aux Pays-Bas. Les gardiens de prison néerlandais parlent plus difficilement français. Il ne faut par ailleurs pas oublier que 120 nationalités sont représentées en prison chez nous. Il n'est pas toujours simple pour les agents pénitentiaires de gérer toutes ces nationalités.

06.10 Daphné Dumery (N-VA): Les Pays-Bas accueillent également de nombreuses nationalités dans leurs prisons. Ils réussissent pourtant à mener une véritable politique en la matière.

06.11 Valérie Déom (PS): Concernant l'emploi des langues, ceux qui sont transférés seraient surtout les non-résidents, ne parlant pas nos langues nationales. Il y en a d'autres! Qu'en est-il alors de l'efficacité de la réinsertion? Nous ne réglons pas non plus le problème de la surpopulation.

J'insiste vraiment sur les éléments suivants: les droits des détenus, leur réinsertion, le droit de visite des familles, etc. Certains dossiers ont été transférés malgré l'avis négatif de la direction de la prison. Les directeurs de prison ne sont-ils pas ceux qui connaissent le mieux les détenus et leurs dossiers?

D'autre part, continuer à agrandir nos prisons n'est pas la solution idéale.

L'incident est clos.

07 Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur "la libération par la chambre des mises en accusation de Bruxelles de Claude M., suspecté de meurtre" (n° 3118)

07.01 Bert Schoofs (VB): Le 21 février 2011, la chambre des mises en accusation de Bruxelles a libéré Claude M., un suspect dans une affaire de meurtre, parce que la réquisition du parquet était incomplète. Comment est-ce possible?

07.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Le dossier a été communiqué au parquet le 23 novembre 2010. À l'audience du 4 février 2011, l'intéressé a été mis en liberté conditionnelle par la chambre du conseil étant donné que le parquet n'avait pas encore rédigé de réquisition finale. Le parquet de Bruxelles a interjeté appel mais la chambre des mises en accusation a confirmé l'ordonnance de la chambre du conseil par arrêt du 21 février 2011.

Suspecté d'être l'auteur ou le co-auteur d'un assassinat, l'intéressé avait été arrêté le 3 avril 2010. Il semble toutefois probable que le parquet requalifie les faits en coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner.

Le 23 février 2011, le procureur général de Bruxelles a invité le procureur du Roi de Bruxelles à se justifier étant donné que la réquisition n'était pas terminée à temps.

07.03 Bert Schoofs (VB): Il est tout à fait normal que le procureur du Roi soit appelé à se justifier.

L'incident est clos.

08 Questions jointes de

- **M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur "la libération d'un allochtone mineur intercepté à la suite d'une battue" (n° 3119)**

- **Mme Kristien Van Vaerenbergh au ministre de la Justice sur "la relaxe d'un jeune voleur par un juge d'instruction liégeois" (n° 3141)**

08.01 Bert Schoofs (VB): Il y a quelque temps, un juge d'instruction liégeois a relaxé un mineur intercepté par la police après une longue traque qui a commencé à Heers pour se terminer à Louvain. À bord de la voiture de fuite, le mineur et son comparse ont jeté toutes sortes de marchandises apparemment volées en direction des agents qui les poursuivaient. Après son arrestation, le suspect mineur a refusé toute collaboration. Son comparse se serait échappé.

Pendant cette poursuite, la vie de policiers a été sérieusement mise en danger. Ces faits ont déjà entraîné une réaction du SNPS, l'un des syndicats policiers, qui a invité ses membres à ne plus risquer leur vie dans

ce genre de poursuites mortellement dangereuses.

Le ministre peut-il donner des éclaircissements à propos de cet événement? Pourquoi ce criminel mineur a-t-il été relâché à Liège?

08.02 Kristien Van Vaerenbergh (N-VA): Est-il vrai que ce jeune homme a été relâché à cause d'un manque de place dans l'institution pour jeunes? De quelle manière la capacité des institutions pour jeunes peut-elle être augmentée? Comment se déroule la concertation avec les Communautés? N'existe-t-il aucune autre manière de travailler permettant de sanctionner plus rapidement ces mineurs, par exemple une sorte de procédure rapide?

08.03 Stefaan De Clerck, ministre (en néerlandais): Il est exact que le mineur réside à nouveau chez ses parents. Le juge d'instruction peut en avoir tenu compte dans son appréciation.

Il est indéniable que les deux Communautés ont une vision différente du développement de leurs institutions destinées à héberger les délinquants mineurs.

La capacité, assez importante, disponible dans les établissements fédéraux est réservée aux mineurs d'âge de plus de 14 ans ayant commis des faits pour lesquels une peine de plus de cinq ans d'emprisonnement est requise. Les autres doivent être pris en charge par des institutions communautaires.

Dans le cas qui nous occupe, un mineur accompagné d'un autre jeune a tenté d'échapper à la police à bord d'une voiture. Le mineur a finalement été écroué, tandis que son comparse – qui n'a toujours pas pu être identifié – a pu prendre la fuite. Des procès-verbaux ont été dressés par la police de Looz. Le jeune a été déféré devant le juge de la jeunesse de Liège et non devant un juge d'instruction. Au vu des délits commis, à savoir ceux de recèlement et de rébellion, le juge de la jeunesse a décidé que le mineur devait être placé dans une institution communautaire. Toutefois, le manque de places dans ces institutions a contraint le juge à ordonner la remise en liberté du jeune. Étant donné la gravité des faits commis, une procédure de dessaisissement est en préparation. La libération en question relevant bien entendu de la responsabilité du magistrat, je dois respecter cette décision.

08.04 Bert Schoofs (VB): La population ne peut pas entendre l'explication de la séparation entre les institutions fédérales et communautaires! Les criminels doivent être placés derrière les barreaux, point final! Les magistrats ont actuellement tendance à libérer les jeunes criminels – souvent des étrangers qui séjournent ici avec leurs parents – et à les laisser rejoindre leur famille. Ceci est manifestement en train de devenir une sorte de critère.

08.05 Stefaan De Clerck, ministre (en néerlandais): Un juge de la jeunesse doit tenir compte de quantité d'éléments et notamment de la situation au sein de la famille. C'est une évidence.

08.06 Bert Schoofs (VB): Et ces parents continuent de plus à bénéficier d'allocations familiales pour ces jeunes criminels qui sont à leur charge!

08.07 Kristien Van Vaerenbergh (N-VA): Si le juge de la jeunesse prend sa décision bien sûr en toute autonomie, une telle décision risque d'être très mal perçue.

08.08 Stefaan De Clerck, ministre (en néerlandais): Dans le cadre de ce dossier, j'ai rencontré des bourgmestres et je comprends parfaitement leurs préoccupations concernant leurs corps de police. Une autre réunion aura lieu le 6 avril.

L'action immédiate est une chose, la procédure en est une autre. Un magistrat se prononce en toute indépendance et nous devons continuer à respecter ce principe. Les policiers doivent se rendre compte qu'ils exercent un métier à risques, et qu'ils ne peuvent constamment critiquer le travail des magistrats, ce qui entraîne un climat de conflit permanent.

Nos prisons sont par ailleurs surpeuplées. Il n'y a dès lors pas lieu de parler d'un climat d'impunité dans ce pays.

L'incident est clos.

09 Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur "la libération par la chambre des mises en accusation de Bruxelles de Younesse Z., suspecté de meurtre" (n° 3120)

09.01 Bert Schoofs (VB): Younesse Z. a été libéré par la chambre des mises en accusation de Bruxelles. Il était également suspect dans un dossier d'une grande gravité. Le parquet n'aurait pas décidé d'un éventuel renvoi dans les délais.

Le ministre pourrait-il nous en dire plus à ce sujet? Quand une décision du parquet interviendra-t-elle? Le procureur général a-t-il rappelé le procureur du Roi à l'ordre?

09.02 Stefaan De Clerck, ministre (en néerlandais): L'affaire a été portée devant la chambre des mises en accusation le 22 février 2011. Younesse Z. avait été placé sous mandat d'arrêt pour meurtre le 3 mai 2009. Compte tenu de certains faits concrets du dossier, la chambre des mises en accusation a estimé que le délai raisonnable n'était pas écoulé mais qu'une libération conditionnelle se justifiait. Le magistrat juge en toute indépendance. Cela n'a rien à avoir avec le délai raisonnable, des erreurs de procédure ou des problèmes de qualification. C'est une sentence de magistrat et je la respecte.

09.03 Bert Schoofs (VB): L'influence de la jurisprudence européenne se fait de plus en plus sentir et commence à poser problème. Le déséquilibre au préjudice des victimes et de leurs proches et en faveur des suspects s'aggrave. Il est temps de redresser la situation. Il n'est pas facile d'aller à contre-courant mais je continuerai à me battre pour les droits des victimes. Je n'adhère pas au discours politiquement correct selon lequel seuls les suspects doivent être aidés. Il est grand temps que la victimologie retrouve sa place dans le discours sociétal.

09.04 Stefaan De Clerck, ministre (en néerlandais): Je désapprouve cette intervention. On fait énormément pour les victimes. M. Schoofs préférerait que les magistrats ne soient pas indépendants. Il appelle de ses vœux un système où ce seraient les agents de police qui rendraient la justice. Mais il doit respecter les décisions des magistrats indépendants. Je reste personnellement convaincu de la nécessité de la séparation des pouvoirs.

09.05 Bert Schoofs (VB): Dans ma réplique, je n'ai employé à aucun moment le mot "magistrat". C'est notamment l'Ordre des Barreaux flamands qui pousse le bouchon trop loin en tenant un discours à la fois politique et social. Je respecte tout à fait l'ordre judiciaire. Après la condamnation de mon parti, j'ai continué à croire à l'État de droit. Je trouve que les propos que vient de tenir le ministre sont vraiment scandaleux.

L'incident est clos.

10 Question de M. Peter Logghe au ministre de la Justice sur "l'augmentation du nombre de mariages de complaisance" (n° 3143)

10.01 Peter Logghe (VB): On peut lire dans le rapport annuel de l'Office des Étrangers qu'au moins 20 % de tous les mariages célébrés seraient des mariages de complaisance, ce qui contredit une estimation précédente qui péchait par un optimisme très excessif.

Le ministre a-t-il pris connaissance des chiffres de l'Office des Étrangers? Ces chiffres lui inspirent-ils certains commentaires? N'est-il pas urgent de s'attaquer au moins aux principaux problèmes en majorant sensiblement le montant des amendes et en créant une banque de données afin de consigner les abus commis en la matière? Ne pourrait-on pas retirer automatiquement l'autorisation de séjour dès l'instant où l'on constate un mariage de complaisance? Le ministre compte-t-il prendre une initiative législative? Le moment n'est-il pas venu d'adopter la proposition de loi y afférente ou le ministre propose-t-il d'autres mesures? Quand prendra-t-il enfin une initiative?

10.02 Stefaan De Clerck, ministre (en néerlandais): Cette question était l'objet d'un accord politique mais le gouvernement est tombé et depuis, ce dossier est en traitement au Parlement. Je connais les chiffres. Le nombre d'enquêtes administratives a sensiblement baissé, passant de 10 414 en 2009 à 9 151 en 2010. La finalité de ces enquêtes est simplement de vérifier s'il y a eu ou non abus. Par conséquent, ces chiffres ne

correspondent pas automatiquement au nombre de mariages de complaisance constatés.

En revanche, une attention accrue est prêtée à ce phénomène, ce qui est sans doute dû au fait que les abus de ce type sont aussi, désormais, punissables légalement. Depuis octobre 2009, il existe en outre une circulaire qui précise la manière dont il convient de traiter ces abus.

Nous devons faire en sorte que chacun assume ses responsabilités en la matière. Je songe notamment à l'Office des Étrangers et aux pouvoirs locaux. Nous devons en outre nous concerter d'urgence au sujet d'une législation supplémentaire qui accroisse l'efficacité de la gestion de l'information dans ce domaine. Sur ce point précis, le Parlement doit rapidement franchir l'étape suivante.

10.03 Peter Logghe (VB): Le ministre n'est pas convaincant. La circulaire de 2006 n'a absolument pas fait avancer les choses.

10.04 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Ces faits sont punissables depuis 2006 et sont l'objet d'une circulaire depuis octobre 2009. Faut-il de nouveau la retirer?

10.05 Peter Logghe (VB): Depuis 2007, il est question d'une série de dossiers récurrents, d'amendes trop légères, de lois qui aboutissent à l'impunité en l'absence de décisions pénales. Le ministre dit qu'une initiative législative doit être prise d'urgence, ce que nous entendons depuis trois ans déjà. Selon lui, nous ne pouvons pas généraliser ces 9 151 cas mais avec une part de 20 % de l'ensemble des mariages, le nombre de mariages de complaisance reste encore très élevé. De plus, il faut y ajouter les contrats de cohabitation de complaisance. Qu'en est-il de la base de données?

10.06 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Le Parlement, dont M. Logghe est membre, peut prendre une initiative. Les textes existent.

L'incident est clos.

11 Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur "les recommandations du Comité P concernant ViCLAS dans l'affaire Van Uytzel" (n° 3156)

11.01 Carina Van Cauter (Open Vld): Le rapport du Comité P publié en conclusion de l'enquête sur le meurtre d'Annick Van Uytzel recommandait d'accroître les investissements dans le système ViCLAS.

Actuellement, nous connaissons un problème de capacité. À l'époque, on a commencé par la saisie des différentes données en tablant sur quelque 500 dossiers par an. Or, dans la réalité, il faut compter environ 2 500 faits de viol et 2 600 attentats à la pudeur.

C'est la raison pour laquelle le Collège des procureurs généraux a été invité à recruter 10 analystes supplémentaires. La décision à cet égard a été prise en mai 2009. Toutefois, il semble que cette décision n'ait pas été ou ait été insuffisamment exécutée pour des motifs économiques. Par la suite, la police fédérale aurait introduit une nouvelle proposition auprès du Collège des procureurs généraux. Néanmoins, le 28 novembre 2010, il a été décidé de ne pas accorder la priorité au ViCLAS.

Cette information est-elle correcte? Est-il possible d'obtenir une copie de la décision du Collège des procureurs généraux du 28 novembre 2010? Le ministre soutient-il le développement de ViCLAS? Prendra-t-il les décisions nécessaires en vue du développement du système, conformément aux recommandations du Comité P?

11.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Je sais qu'il y a eu des problèmes avec l'encodage des différents dossiers dans la banque de données. Par ailleurs, de par mes expériences lors de la période "Dutroux", je suis tout à fait convaincu de l'utilité de ViCLAS. Les banques de données et l'information sont essentielles. Je sais qu'il faudra quelque 10 personnes supplémentaires pour permettre un encodage correct de tous les dossiers.

J'ai formulé cette observation une première fois lors du Collège des procureurs généraux de janvier 2010. Il est par ailleurs évident qu'une telle base de données est surtout cruciale pour l'utilisation internationale qui

peut en être faite et ce point a été réinscrit à l'ordre du jour du Collège des procureurs généraux d'octobre 2010. Le collège a alors confirmé son souhait de poursuivre le développement du système et d'en faire une priorité.

Dans le cadre du contrôle budgétaire, le département de l'Intérieur a créé trois places supplémentaires pour la cellule Agression et ouvert une place pour un membre opérationnel de la direction.

Il n'est certainement pas question de résistance de la part du Collège. J'ignore où le bât blesse.

11.03 Carina Van Cauter (Open Vld): L'alimentation complète de cette base de données permettra de prévenir de nouveaux délits ayant de graves conséquences pour les victimes.

Nous devons bien comprendre que des vies sont en jeu. Depuis deux ans, on est conscient que la police ne possède pas la capacité nécessaire pour compléter entièrement le système. En mai 2009, il a été estimé que 10 analystes criminels supplémentaires devraient être recrutés.

Dans un courrier du Collège des procureurs généraux du 30 décembre 2010, le ministre de la Justice a été informé que le système fonctionnerait de manière inefficace ou insuffisante ou qu'il serait peut-être préférable de le supprimer entièrement parce qu'il perdait tout son sens sans les analystes criminels supplémentaires.

(Citant en français) "C'est dans l'espoir que des moyens adéquats puissent être dégagés pour faire fonctionner le *Violent Crime Linkage System (ViCLAS)* que le Collège des procureurs généraux a soumis la question au ministre de la Justice".

11.04 Stefaan De Clerck, ministre *(en néerlandais)*: Je ne suis pas responsable du budget de l'Intérieur et il ne m'appartient pas de donner des instructions à cet égard. J'ai toujours dit considérer cette question comme prioritaire et j'ignore l'origine de cette confusion sémantique.

11.05 Carina Van Cauter (Open Vld): Dans ce dossier, tant l'Intérieur que la Justice doivent prioritairement débloquer des moyens.

11.06 Stefaan De Clerck, ministre *(en néerlandais)*: Au sein de la Justice, je ne dispose pas d'un budget pour rémunérer des policiers.

11.07 Carina Van Cauter (Open Vld): En mai 2009, il a été décidé que la Justice engagerait des analystes criminels supplémentaires.

11.08 Stefaan De Clerck, ministre *(en néerlandais)*: Le département de la Justice n'engage jamais de policiers. Je ne dispose pas de moyens pour engager une trentaine de personnes supplémentaires, cela doit se faire par le biais du département de l'Intérieur. Nous sommes assurément demandeurs et cela constitue une priorité pour nous, mais au détriment de quels postes existants au sein de la police faudrait-il engager ce personnel supplémentaire? Pour l'heure, je considère toutefois que le problème ne se situe pas là, sinon j'en aurais déjà eu connaissance.

11.09 Carina Van Cauter (Open Vld): Le ministre pourrait-il relire ces documents, étant donné l'importance de cette question? Depuis mai 2009, des courriers ont été échangés à ce sujet et ce point a été porté à l'ordre du jour du Collège des procureurs généraux. Il semblerait qu'aujourd'hui même, un courrier ait été adressé au ministre pour qu'une décision soit prise.

Force m'est de constater que, dans la pratique, il existe une pénurie criante de moyens et d'effectifs.

11.10 Stefaan De Clerck, ministre *(en néerlandais)*: Je vous lirai la lettre que j'ai adressée à Mme Turtelboom en janvier 2011. Le dossier étant traité par un des mes collaborateurs francophones, ce document est rédigé en français.

(En français) Dans ma lettre de janvier 2011 à la ministre Turtelboom, je rappelais que le système utilisé en Belgique depuis 2003 présentait une plus-value inestimable et que le Collège travaillait à établir un projet de circulaire afin d'en optimiser la mise en place. Je rappelais que la police fédérale avait fait part de ses

difficultés à réaliser l'encodage requis, et avait proposé l'abandon du système ViCLAS. Le Collège souhaitait que ce système reste prioritaire.

Pour ma part, j'estimais que cette banque de données permettrait d'établir des liens entre des faits de mœurs et de violence divers et devait être maintenue et développée dans son intégralité. La limitation décidée par la police fédérale de n'effectuer que la saisie des faits extra-familiaux privait le système ViCLAS de son efficacité, alors qu'une coopération internationale était réclamée par la présidence belge.

Je demandais à la ministre de m'indiquer sa position à l'égard de l'utilisation complète de la méthode ViCLAS et quelle disposition elle estimait devoir prendre.

11.11 Carina Van Cauter (Open Vld): Une confusion sémantique persiste donc.

11.12 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Mme Van Cauter ne doit pas me reprocher que je bloque ce dossier.

11.13 Carina Van Cauter (Open Vld): J'interrogerai à nouveau la ministre de l'Intérieur sur ce point afin de savoir qui doit finalement prendre la décision. Le Collège demande depuis deux ans au ministre de prévoir des moyens. Selon la police, il faut procéder au recrutement externe de dix membres du personnel supplémentaires par le biais de la Justice. Aujourd'hui encore, des vies sont en jeu à cause d'un échange d'informations insuffisant.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 12 h 32.

De vergadering wordt geopend om 10.23 uur en voorgezeten door mevrouw Sarah Smeyers.

01 Vraag van de heer Éric Jadot aan de minister van Justitie over "het elektronische toezicht voor geïnterneerden in de instelling van sociaal verweer te Paifve" (nr. 2785)

01.01 Éric Jadot (Ecolo-Groen!): Naar verluidt overweegt uw administratie om het elektronisch toezicht, dat een alternatief vormt voor opsluiting, uit te breiden tot een deel van de geïnterneerden in de instelling van sociaal verweer te Paifve. De enkelband brengt soms al spanningen mee voor gedetineerden. Het is derhalve verwonderlijk dat die maatregel overwogen wordt voor patiënten met psychiatrische problemen.

Zal die maatregel inderdaad in de inrichting te Paifve worden toegepast en zo ja, om welke redenen? Over hoeveel geïnterneerden gaat het? Is die vorm van toezicht niet ongeschikt voor bepaalde geïnterneerden die aan bepaalde aandoeningen lijden? Hoe moet de opdracht van de instellingen van sociaal verweer betreffende de zorg voor en de bescherming van het individu en de maatschappij, hier worden opgevat? Hoe staat de medische wereld hier tegenover?

01.02 Minister Stefaan De Clerck (*Frans*): De informatie waarover u beschikt, klopt niet. Op dit moment is de penitentiaire administratie geenszins van plan om het elektronisch toezicht toe te passen op geïnterneerden. Dat is trouwens om juridische redenen ook niet mogelijk.

In de wet van 21 april 2007, die nog altijd niet van kracht is, staat evenwel – in artikel 22 – dat het elektronisch toezicht een modaliteit van uitvoering van een beslissing tot internering is waardoor de geïnterneerde de hem opgelegde veiligheidsmaatregel buiten de inrichting ondergaat volgens een bepaald uitvoeringsplan, waarvan de naleving onder meer door elektronische middelen wordt gecontroleerd.

De beslissing over het toekennen van het elektronisch toezicht zal al dan niet genomen worden door de strafuitvoeringsrechtbank die verantwoordelijk is voor de opvolging van de geïnterneerden.

01.03 Éric Jadot (Ecolo-Groen!): Ik denk dat de verwarring voortvloeit uit de wetsbepaling die nog van kracht moet worden en die het elektronisch toezicht mogelijk maakt. Er was vooral ongerustheid over de toepassing van de maatregel op mensen met paranoia.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van de heer Renaat Landuyt aan de minister van Justitie over "de sluiting van de gevangenis van Verviers" (nr. 3001)

02.01 Renaat Landuyt (sp.a): De gevangenis van Verviers bestaat uit twee afdelingen van circa 110 gedetineerden elk, aangevuld met een vijftigtal personen in voorhechtenis. Naar verluidt ondervindt een van beide vleugels stabiliteitsproblemen, zodat die misschien wel moet afgesloten worden. Klopt deze informatie?

02.02 Minister Stefaan De Clerck (*Nederlands*): Ik heb gisteren een bezoek gebracht aan betrokken gevangenis. Het gaat om een negentiende-eeuws gebouw waarmee voorheen nooit problemen waren vastgesteld. De verbouwingen van een aantal jaren geleden hebben echter de basisconstructie aangetast: dragende muren zijn weggehaald en vervangen door bijkomende constructies. Daardoor 'beweegt' het gebouw en komen er hier en daar stenen los.

Een van de gevolgen is dat men eigenlijk doorheen de vermolmdde muren kan ontsnappen, hetgeen trouwens al een paar keren gebeurd is.

De Regie der Gebouwen heeft een beroep gedaan op een architectenbureau uit Luik dat alle problemen heeft opgelijst op basis van een oppervlakkige, visuele analyse. De stabiliteit zou echter niet in het gedrang komen. Het bureau zal het onderzoek verder zetten om hun eerste analyse te staven met technisch-wetenschappelijke argumenten. De vakbonden en het personeel willen natuurlijk niet het risico van instortingen lopen.

Het staat echter als een paal boven water dat er in dit gebouw investeringen moeten gebeuren.

Er zijn meerdere opties: een partiële renovatie, een integrale renovatie, een volledig nieuw gebouw op een andere site.... Vooraleer die beslissing valt moet er een verkennende studie komen.

Vraag is wat er concreet in de overgangsperiode moet gebeuren. Die 260 gedetineerden kan men niet probleemloos zomaar elders onderbrengen.

Zodra de analyse van het studiebureau af is – wellicht binnen een maand – wordt er opnieuw over deze problematiek vergaderd.

02.03 Renaat Landuyt (sp.a): Hoe komt het dat dit probleem niet werd vastgesteld in het masterplan voor de gevangnissen?

02.04 Minister Stefaan De Clerck (*Nederlands*): Bij de aanvang van de studie die tot het masterplan heeft geleid was er nog geen sprake van problemen met het gebouw in Verviers. Het probleem is eerder van recente datum. En de twee voorbije strenge winters hebben het gebouw zeker geen goed gedaan.

02.05 Renaat Landuyt (sp.a): Dit betekent dat al wat in de planning staat inzake renovatie en herstellingen van gevangnissen, mogelijks al achterhaald is. Dit wordt best opnieuw gecontroleerd

Het incident is gesloten.

03 Samengevoegde vragen van

- de heer Renaat Landuyt aan de minister van Justitie over "het nieuw record inzake het aantal gevangenen in de Belgische gevangnissen" (nr. 3003)

- mevrouw Linda Musin aan de minister van Justitie over "de overbevolking van de gevangnissen" (nr. 3103)

03.01 Renaat Landuyt (sp.a): Wat is de stand van zaken met betrekking tot het recordaantal van 11.000 gevangenen en de rest van het masterplan?

03.02 Minister Stefaan De Clerck (*Nederlands*): Vorige week werd de kaap van 11.000 volwassen gevangenen overschreden, momenteel zitten we weer op 10.981 gedetineerden, terwijl de capaciteit 9.065 is,

Tilburg inbegrepen.

We moeten inderdaad bekijken hoe we extra capaciteit kunnen creëren. Er wordt gewerkt aan de renovatie en recuperatie van een aantal cellen. Tot nu toe heeft men 272 plaatsen kunnen recupereren of bijbouwen, waarvan 39 in Sint-Gillis, 90 in Doornik, 60 in Merksplas en 11 in Mechelen. Bijkomende plaatsen zouden dit jaar nog beschikbaar moeten komen, namelijk 102 plaatsen door de heropening van vleugel B in Sint-Gillis, 60 dankzij uitbreidingen in Wortel, 74 in Turnhout en 15 plaatsen in Hoogstraten. Er zijn ook 84 bijkomende cellen beschikbaar door de ingebruikname van de federale gesloten centra van Tongeren en Saint-Hubert.

In Jamioulx is een grondige renovatie bezig en daar wordt vleugel per vleugel gewerkt. In Tilburg kunnen we 150 bijkomende plaatsen huren, wat momenteel ook in uitvoering is. Het masterplan bis zal mee de structurele ondercapaciteit in België aanpakken.

Naast de eerder vermelde werken gaat onze aandacht ook naar de bouw van nieuwe gevangenissen. Zo hebben we al een bouwvergunning voor het forensisch psychiatrisch centrum in Gent en voor het centrum voor jongeren in Achêne. Momenteel lopen de laatste onderhandelingen met private partners over de contracten voor de bouw van de gevangenissen in Dendermonde, Beveren, Leuze en Marche-en-Famenne. In principe zou de ministerraad hierover in juni moeten kunnen beslissen, waarna de werken onmiddellijk kunnen starten. Voor een site in Leuze-en-Hainaut is nog geen aanschrijving gebeurd, in afwachting van documenten voor de financiering, maar de bedoeling is om dit dossier eveneens te behandelen op de ministerraad van juni. Ondertussen is ook het schetsontwerp van het forensisch psychiatrisch centrum van Antwerpen afgewerkt.

Voor Haren is beslist tot de aankoop van gronden en is er een stuurgroep opgericht. Met een aantal workshops wil men uitmaken hoe men deze gevangenis wil opvatten, want het gaat om 1.200 personen op één site, wat onuitgegeven is. Vandaar mijn vraag om te brainstormen over een masterplan, samen met criminologen, specialisten en vaklui uit de architectuur. Deze gevangenis moet immers wel beschikken over een centrale infrastructuur en een centrale zittingszaal, maar mag geen monolithisch geheel zijn. Ondertussen loopt de procedure voor de aanduiding van een nieuwe consultant, zoals bij de vier andere gevangenissen.

De dossiers van de vier sites waarover wij in juni 2011 de beslissing moeten nemen – Gent, de psychiatrische instelling in Antwerpen, Achêne voor jongeren en Haren – zijn dus volop in behandeling. We zitten vrij goed op schema, zodat we een aantal oude gevangenissen zouden moeten kunnen vervangen.

In Franstalig België is in principe gepland dat Namen en Dinant worden gesloten en vervangen, Verviers niet. De Waalse regering heeft daartoe een site in Sambreville voorgesteld, maar dat terrein blijkt zwaar vervuild te zijn en met het oog op de volksgezondheid hebben we minister Henry laten weten dat we daar niet willen bouwen. We wachten nu op een alternatief voorstel.

Er is dus beweging in alle dossiers, hoewel Verviers daar nu wordt aan toegevoegd en er in Lantin wel nog een probleem is met een torengedouw. Ik had daarom een alternatief gesuggereerd in Paifve, maar dat debat loopt nog. Ik hoop alleszins nog vóór de zomer de eerste steen te kunnen leggen voor een nieuwe psychiatrische gevangenis, het dossier dat het verst is gevorderd.

Verder zou een regering met volle bevoegdheid een debat moeten voeren over de toepassing van de voorlopige hechtenis, de strafuitvoeringsrechtbanken, de wet-Lejeune, de opsluitings- en vrijlatingsmodaliteiten en de structurele overbevolking. Voor een regering in een periode van lopende zaken is zo iets te delicaat, maar een politiek debat over een aangepast detentiebeleid is nodig.

Inmiddels zou bijkomende infrastructuur soelaas moeten bieden en moeten we ons ook beraden over de elektronische detentie, waar we momenteel voortdurend tegen onze limieten zitten. Ook daar is een debat nodig over een verdere uitbouw.

03.03 Renaat Landuyt (sp.a): Ik dank de minister voor het overzicht. We zullen dus een nieuwe evaluatie krijgen. Als Lantin en Verviers verdwijnen uit het schema, zal ik binnenkort weer moeten vragen naar de implicaties daarvan. Dat is wat jammer, omdat ik geen bezwaren zie om het plan uit te voeren. Ik veronderstel echter dat de minister dat spontaan zelf zal doen. Er is sprake van een herschikking en ik vind de berekeningsfout in de renovatie van Verviers behoorlijk onrustwekkend. Ik kan ook slechts hopen dat het

daarbij blijft.

03.04 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Het ging om een bijkomend element.

03.05 **Renaat Landuyt** (sp.a): Hoe werd een en ander dan opgesteld? Waarom kon men niet weten dat in 1984 een essentiële muur is weggehaald, wat nu blijkbaar is opgenomen in de analyse? Ik kijk uit naar de rapporten binnen een kleine maand.

Het incident is gesloten.

04 **Vraag van mevrouw Sonja Becq aan de minister van Justitie over "het voorstel van verordening betreffende de rechterlijke bevoegdheid, de erkenning en de tenuitvoerlegging van beslissingen in burgerlijke en handelszaken" (nr. 3041)**

04.01 **Sonja Becq** (CD&V): De Europese Commissie heeft een voorstel van verordening om bij de tenuitvoerlegging van beslissingen in burgerlijke en handelszaken in het buitenland de erkenning te vergemakkelijken en het exequatur af te schaffen. Nederland heeft serieuze bedenkingen bij het voorstel. Er wordt bijvoorbeeld een aantal procedureregels veranderd die in eerdere verordeningen goed geregeld waren en men heeft niet zo heel veel vertrouwen in eventuele vonnissen of arresten van buitenlandse rechtbanken.

Het Europees Parlement heeft in september 2010 een resolutie aangenomen over de kwestie.

De minister heeft de verantwoordelijkheid om vanuit de regering daarover een mening te formuleren, zonder subsidiariteitsadvies vanuit het Parlement.

Wat zouden de concrete gevolgen van het voorstel van verordening zijn voor de Belgische rechtsorde? Wat vindt de minister van de Nederlandse kritiek? In welke mate zal het voorstel van verordening rekening houden met de mening van het Europees Parlement? Wat zal de houding van België zijn op Europees vlak?

04.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Het gaat om een voorstel tot herziening van de verordening. Er wordt alleen onderhandeld over de verordeningartikelen waarvan de Europese Commissie de wijziging aanvaardt.

De belangrijkste voorgestelde verandering is inderdaad de afschaffing van het exequatur voor de intracommunautaire beslissingen, een procedure die in het merendeel van de gevallen overbodig is. De afschaffing zou een betere doorstroming van de rechterlijke beslissingen binnen de EU met zich meebrengen en tevens leiden tot een schraping van de kosten die met deze tijdrovende procedure gepaard gaan.

Ik meen dat er tussen de lidstaten voldoende wederzijds vertrouwen bestaat en moet bestaan om het exequatur achterwege te laten. De probleemgevallen waarin het belang van de exequaturprocedure tot uiting komt, zijn zeldzaam. Voor die gevallen zouden opvangmechanismen in de verordening ingebouwd worden. De interventie van de beslagrechter blijft derhalve mogelijk in het stadium van de uitvoering van de beslissing. Tal van lidstaten delen in ruime mate de bekommernissen van de resolutie van het Europees Parlement. Het actieve voorzitterschap van de Europese Raad moet rekening houden met het standpunt van het Europees Parlement en daarmee in debat gaan.

België steunt de afschaffing van het exequatur voor de rechterlijke beslissingen van andere lidstaten. Er moeten echter bepaalde waarborgen ingesteld worden. Dit moet de rechten van de tegenpartij naar behoren beschermen. Er zal tevens rekening worden gehouden met het feit dat bepaalde rechtsstelsels weinig bekend zijn bij de Belgische pratici, hoewel het aantal beslissingen ter zake beperkt is.

Er zal informatie en opleiding nodig zijn om beslissingen van andere landen uit te voeren.

04.03 **Sonja Becq** (CD&V): Wegens de internationalisering is het bestaan van het exequatur belangrijk. De uitvoering en erkenning van vonnissen en arresten uit andere lidstaten moet gemakkelijker worden gemaakt.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van mevrouw Sonja Becq aan de minister van Justitie over "de werklastmeting bij de hoven en rechtbanken" (nr. 3058)

05.01 Sonja Becq (CD&V): Zijn er resultaten van de werklastmeting bij de hoven en rechtbanken? Kan dit verder worden geïmplementeerd? Wat is de stand van zaken?

05.02 Minister Stefaan De Clerck (*Nederlands*): Onder minister Vandeuren is afgesproken dat de magistraten zelf de werklastmeting zouden definiëren.

Er werd een equipe geïnstalleerd, het project werklastmeting voor de zetel werd opgestart. Men is begonnen met de hoven van beroep van Antwerpen en Bergen. Men is klaar met de eerste metingen die gerealiseerd zijn voor de behandelingstijden voor de correctionele kernproducten, nu is in Antwerpen gestart met de metingen voor de burgerlijke zaken.

Ondertussen is echter duidelijk geworden dat het hof van beroep van Bergen afhaakt. Er is aan het hof van beroep van Luik gevraagd om in de plaats te treden van dat van Bergen. Dat wordt voorgelegd aan een algemene vergadering van het hof op 6 april. Men wil zeker zijn dat de magistraten er allemaal mee instemmen in de plaats te treden van het hof van beroep van Bergen.

Ik vind dat dit niet kan. Bergen wil afremmen en uiteindelijk afhaken, wat het hele systeem belast. Zonder werklastmeting komen er geen aanpassingen aan de personeelskaders.

Ondertussen is een volgende golf in voorbereiding. Voor eerste aanleg begint men met de arbeidsrechtbanken van Antwerpen, Kortrijk-leper-Veurne, Charleroi en Nijvel.

In april krijgen wij de resultaten van de rechtbanken van eerste aanleg en van koophandel. Zij zullen dan hun kernproducten vastleggen en hun werklastmeting voortzetten.

Er zijn dus nog geen definitieve resultaten. De resultaten worden deels vertraagd door het afhaken van het hof van beroep van Bergen.

Door de automatisering van de vredegerichten kent men nu de doorlooptijd. Gisteren gaf het parket van Antwerpen een overzicht van alle rechtbanken en parketten. Men stelde daar natuurlijk 'per toeval' vast dat Antwerpen het beste is. Dat komt door de automatisering. Men kan nu ook tot managementanalyse komen.

Hetzelfde zal gebeuren voor de vredegerichten. Wij hebben daarvoor het Cheopsproject opgesteld. Alle vredegerichten zijn nu met dezelfde software uitgerust.

De andere methode is een omgekeerde methode. Men start van de verschillende types producten en kijkt hoe men ze kan meten. Wij zullen moeten kijken waar de technologie die van onderuit oprukt de top-downmethode kan ontmoeten.

De methode die gebaseerd is op samenwerking met de magistratuur heeft mij ten zeerste ontgoocheld, omdat ik moest vaststellen dat één hof van beroep op een bepaald ogenblik de stekker uittrok. Ik hoop dat het hof van beroep van Luik op 6 april beslist in de plaats te treden van dat van Bergen.

Indien men dat nodig acht, kan ik de mensen uitnodigen die bezig zijn met de werklastmeting. Als de commissie daar ruimte voor heeft, zijn zij bereid informatie te verstrekken.

05.03 Sonja Becq (CD&V): Als daardoor het project sneller zou verlopen, willen wij hen elke dag uitnodigen.

Het project ging in 2008 van start. Als men vaststelt dat een groep na drie jaar afhaakt, hoop ik dat Luik de eer van de Waalse Gemeenschap verdedigt.

De werklast moet bekend zijn vooraleer andere zaken, zoals een uitbreiding van de kaders, mogelijk worden. Men moet een evenwicht zoeken tussen het verkrijgen van medewerking en het opleggen van de verplichting om tot resultaten te komen.

Het incident is gesloten.

06 **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Éric Jadot** aan de minister van Justitie over "de overbrenging van gedetineerden naar de gevangenis van Tilburg" (nr. 3066)
- de heer **Raf Terwingen** aan de minister van Justitie over "de gevangenis van Tilburg" (nr. 3190)
- mevrouw **Daphné Dumery** aan de minister van Justitie over "de detinering van Belgische gevangenen in Tilburg" (nr. 3215)
- de heer **Éric Jadot** aan de minister van Justitie over "de overbrenging van gedetineerden naar de gevangenis van Tilburg" (nr. 3300)
- mevrouw **Valérie Déom** aan de minister van Justitie over "de vooruitgang in het kader van het Masterplan en het beleid inzake de overbrenging van gedetineerden naar Tilburg" (nr. 3401)
- de heer **Olivier Maingain** aan de minister van Justitie over "de Franstalige gedetineerden en de gedetineerden die op hun voorwaardelijke invrijheidstelling wachten in de gevangenis van Tilburg" (nr. 3431)

06.01 **Éric Jadot** (Ecolo-Groen!): De kosten van het Tilburgproject staan in schril contrast met de staat van verval van onze gevangenissen en het precaire statuut van het personeel dat er werkt. We moeten de overbevolking in de gevangenissen op een veel structurelere manier aanpakken. Het debat inzake de voorlopige hechtenis moet worden heropend.

Ik ben naar Tilburg gegaan en de detentieomstandigheden hebben indruk op mij gemaakt: betaald werk voor 90 procent van de gedetineerden, opleidingen, sportaccommodatie, enz. Er zullen binnenkort echter nieuwe gedetineerden in die gevangenis aankomen, wat betekent dat er met slaapzalen voor acht personen gewerkt zal worden. De slaapzalen zijn groot, maar als men zo veel mensen bij elkaar zet, vergroot de kans op problemen.

De directie is tweetalig, maar het overige personeel in de gevangenis van Tilburg spreekt geen Frans. Hoeveel van de huidige Belgische gedetineerden in Tilburg spreken geen Nederlands? Houdt uw departement bij het overbrengen van gedetineerden naar Tilburg rekening met de taalkwestie? Werd er een gedetailleerd kader opgesteld voor de evaluatie van de voor- en de nadelen van het overbrengen van gedetineerden naar die gevangenis?

Komt de naleving van de internationale regels inzake de rechten van de gedetineerden niet in het gedrang door de geografische ligging van de gevangenis van Tilburg?

06.02 **Daphné Dumery** (N-VA): De capaciteit wordt opgetrokken van 500 naar 650 plaatsen, er blijft een marge van 31 plaatsen. Is de minister van plan om die ook in te nemen? Wat zijn de budgettaire gevolgen daarvan? Klopt het dat er door de komst van die 150 gedetineerden tot acht personen per cel worden opgesloten? Wat bedoelen de media met het 'eigengereide' beleid van de directeur? Is er sprake van schending van de rechten van de gedetineerden? Waarom zou de komst van 150 gedetineerden tot spanningen leiden in een contingent van 681 plaatsen? Wat zijn de mogelijkheden tot reïntegratie van de Belgische gevangenen in Tilburg? Krijgen zij daar dezelfde kansen als in België?

06.03 **Valérie Déom** (PS): U heeft mijn vraag over het Masterplan gedeeltelijk beantwoord.

De problematiek van Tilburg is gekoppeld aan het Masterplan, omdat er bij wijze van uitzonderingsmaatregel voor die oplossing werd geopteerd. Een jaar later neemt de overbevolking in onze gevangenissen echter nog steeds toe. U heeft ons het plan voor de bouw van nieuwe gevangenissen voorgesteld. Maar wij geloven dat hoe meer gevangenissen men in gebruik neemt, hoe meer gevangenen men daarin zal opsluiten. Men moet rekening houden met de problemen van de geïnterneerden, maar door nieuwe gevangenisafdelingen te openen zal men de overbevolking van de gevangenissen niet oplossen.

Voorts hebben we zopas vernomen dat u eenzijdig de site van Sambreville, die nochtans door het Waals Gewest en de gemeente naar voren was geschoven, als mogelijke vestigingsplaats verwerpt. Uit verslagen van het Waals Gewest en gespecialiseerde instituten blijkt dat de vervuiling van de site kan worden aangepakt door een betonlaag te storten.

Een jaar geleden heb ik u hierover al ondervraagd (zie *Beknopt Verslag* 52 PLEN 149, blz. 18 en 19). U heeft me toen geantwoord dat de federale overheid zich niet diende te bemoeien met de keuze van een site indien het Gewest en de gemeente het over een locatie eens waren. Waarom heeft de regering van lopende zaken dan eenzijdig besloten een site te verwerpen die met een ruime meerderheid door het Gewest en de gemeente werd geselecteerd?

Wat is de budgettaire impact van de 150 bijkomende plaatsen te Tilburg? Zouden deze middelen niet kunnen worden aangewend voor de resocialisatie, de denkoefening over de voorhechtenis, de elektronische enkelband of de dienstverlening? Hoeveel gedetineerden werden er sinds het begin van de samenwerking naar Tilburg overgebracht? Uit welke gevangenis kwamen zij? Volgens de pers werden er 200 Franstaligen naar Tilburg overgebracht. Klopt dat? Werden er gedetineerden overgebracht die noch Frans noch Nederlands spreken? Is het uw bedoeling om door de plaatsen te Tilburg de Franstalige gevangenen te ontlasten?

Ik kom ook terug op de procedure van de overbrenging. U hebt ons gezegd dat de mening van de gedetineerden niet werd gevraagd. Maar de mening van de gevangenisdirecteuren evenmin. Enkele gevangenisdirecteuren hebben een negatief advies uitgebracht met betrekking tot de overbrenging van hun gedetineerden. Dit advies werd niet gevolgd. Wat is hiervan aan?

06.04 Minister **Stefaan De Clerck** (*Frans*): Ik kan niet handelen tegen de volksgezondheid in en honderden gevangenen op een ongezonde site onderbrengen. Dat is wat ik heb geschreven aan de heer Henry, maar ik heb er tevens op gewezen dat het mogelijk moet zijn een andere site te vinden. Het is echter uitgesloten dat het federale niveau de enorme saneringskosten voor zijn rekening neemt. Sambreville is de enige site waarvoor we geen vooruitgang boeken.

De kern van het debat heeft echter betrekking op het dossier-Tilburg, met voorop het taalprobleem. Ik zoek samen met Tilburg naar oplossingen om de druk in het algemeen te doen afnemen. In onze gevangenen worden heel wat vreemdelingen vastgehouden die Nederlands noch Frans spreken. De taalproblemen zijn niet eigen aan Tilburg. Het gaat om een probleem dat vrij specifiek is voor ons land.

Men mag dus niet verwachten dat alle gedetineerden in Tilburg Nederlands spreken.

Het bewakingspersoneel, dat inderdaad de Nederlandse nationaliteit heeft, is verre van eentalig. De directieleden zijn Belgen die het Frans wel degelijk machtig zijn, zij het in verschillende mate.

Het valt onmogelijk te becijferen hoeveel gedetineerden precies het Nederlands beheersen. De penitentiaire administratie baseert zich op administratieve gegevens die niet noodzakelijk overeenstemmen met de daadwerkelijke talenkennis van de gedetineerde. Maar er werden inderdaad gedetineerden van gevangenen in de Franse Gemeenschap naar Tilburg overgebracht. In de meeste gevallen ging het over vreemdelingen zonder verblijfsvergunning, die stricto sensu dus niet als Franstalige gedetineerden kunnen worden aangemerkt.

Aan Franstalige kant zijn de meeste gevangenen die naar Tilburg worden overgebracht vreemdelingen. Voor de selectie houdt de directie rekening met verschillende risicoaspecten, met de medische toestand, de bezoeken, de opleiding, enz. In het licht van de overbevolking van de gevangenen mag het duidelijk zijn dat niet alle overgeplaatste gevangenen aan het ideale profiel beantwoorden. De gevangenisadministratie zal proberen zich vooral te richten op personen die veroordeeld zijn tot straffen tot drie jaar.

Het antwoord van de Belgische regering op het laatste verslag van het CPT werd op 22 februari jongstleden bekendgemaakt. Er wordt op gewezen dat de gevangenis van Tilburg als een Belgische gevangenis wordt aangemerkt. De instemming van de gedetineerde is dus net zo min vereist als voor de overbrenging naar een andere Belgische gevangenis. Er werd geoordeeld dat de subjectieve rechten van de gedetineerden niet geschonden werden. Elke gedetineerde heeft het recht zijn overplaatsing naar een andere gevangenis te vragen.

Ik wijs erop dat de gevangenis van Tilburg vlot bereikbaar is met het openbaar vervoer en dat de bezoekregeling er vrij soepel is.

(Nederlands) In Tilburg zaten eerst 500 en nu tot 650 gedetineerden. Dat zijn er niet te veel. De meeste cellen zijn voor één persoon. In sommige cellen zitten vier tot acht personen, maar die cellen zijn daarvoor ook uitgerust. In België zitten acht gedetineerden in cellen die zijn uitgerust voor twee of drie personen.

Vanaf 1 maart 2011 is de gefaseerde plaatsing van 150 extra Belgische gedetineerden in Tilburg begonnen en op 16 maart werd de operatie afgerond.

(Frans) Ik kan u moeilijk cijfers geven over het aantal overbrengingen. Aangezien Tilburg een afdeling is van de gevangenis van Wortel, zijn de cijfers van Tilburg vervat in die van Wortel.

De gedetineerden zijn afkomstig uit bijna alle Vlaamse en Brusselse gevangenissen en uit enkele Waalse strafinrichtingen. De geplande capaciteitsuitbreiding in Tilburg zal ook de Franstalige gevangenissen ten goede komen. Zo zullen er een vijftigtal gedetineerden vanuit gevangenissen in het zuidelijke landsdeel naar Tilburg worden overgebracht. Het is de bedoeling dat een honderdtal van de 650 plaatsen wordt ingenomen door gedetineerden die in het Waals Gewest zijn geregistreerd. Het zal vooral om vreemdelingen gaan.

Het aantal van 200 Franstalige gedetineerden dat in de pers werd vermeld en waarnaar u in uw vraag verwijst, is totaal uit de lucht gegrepen. Daarmee wordt de indruk gewekt dat het hier om een communautaire kwestie gaat, wat helemaal niet het geval is.

(Nederlands) De zogenaamde spanningen betreffen de plaatsing van gedetineerden in cellen van vier, zes en acht personen. Bij de uitbreiding van het aantal gedetineerden in Tilburg zullen deze cellen in gebruik worden genomen. De cellen waar acht gedetineerden worden geplaatst, zijn volledig geschikt voor dit doel en uitgerust met de noodzakelijke faciliteiten. Elke wijziging van een bestaande situatie lokt nu eenmaal spanningen uit. Er is dus wel een weerstand tegen dat model, maar ik denk dat het op termijn zeker als aanvaardbaar kan worden beschouwd.

Ik ben niet geïnformeerd over beperkte mogelijkheden tot reïntegratie. Er werden afspraken gemaakt met de Gemeenschappen.

Het probleem met de Nederlandse vestigingsdirecteur in Tilburg is een interne Nederlandse aangelegenheid zonder aanwijsbare invloed op de afspraken tussen België en Nederland over de huisvesting van de Belgische gedetineerden in Tilburg. Wij zullen met de nieuwe directeur gewoon voortwerken.

De jaarlijkse kostprijs bedraagt aanvankelijk 31,7 miljoen euro en zal, voor de bijkomende 150 plaatsen, met 7,9 miljoen euro worden vermeerderd.

(Frans) Zolang we niet over nieuwe gebouwen beschikken, is dat een noodzaak. Ik hoop dat zodra de gebouwen op Belgisch grondgebied afgewerkt zijn, dat bedrag zal worden aangewend voor de uitwerking van het gevangenisbeleid.

(Nederlands) Momenteel is er geen bijkomende capaciteit. Er worden dus 150 plaatsen bovenop de 500 bestaande plaatsen gecreëerd. In principe is er een capaciteit voor 681 gedetineerden, maar die plaatsen dienen alleen om fluctuaties op te vangen.

(Frans) In de gevangenis van Vorst zou de afdeling die enkele jaren gesloten werd voor renovatie, eind 2011 weer opengaan en 102 plaatsen bieden.

Ik heb tevens gewag gemaakt van de vier dossiers betreffende de capaciteitsuitbreiding. In Brussel beschikken we over de nodige grond en momenteel bereiden we het DBFM-bestek (*design build finance maintain*) voor. Dat gebouw zal een capaciteit hebben van 1.180 plaatsen, het is een omvangrijk dossier.

Ik hoop Tilburg snel niet meer nodig te hebben en alle gedetineerden terug naar België te kunnen laten overbrengen, maar dat kan niet zolang er geen gebouwen zijn.

Er zit schot in de acht lopende dossiers en ik hoop dat we ze binnen de gestelde termijnen kunnen afronden.

06.05 **Éric Jadot** (Ecolo-Groen!): Mijn vraag was niet communautair gekleurd. Ik zou dezelfde vraag hebben

gesteld indien Nederlandstalige gevangenen vastgehouden werden in een Franstalige gevangenis. Uw antwoord stelt me niet tevreden. U vergelijkt Tilburg met Vlaamse inrichtingen waar Franstalige gevangenen worden vastgehouden. In de Vlaamse gevangenissen die ik bezocht heb, spreken echter heel wat gevangenbewaarders Frans en geven ze blijk van goede wil ten aanzien van de gedetineerden. Dat verdient een pluim! Dat is echter niet het geval in Tilburg, waar slechts een enkeling Frans spreekt. U zegt dat sommige personeelsleden in Tilburg Arabisch of Russisch spreken. Dat is positief, maar Frans is wel een van onze landstalen. Ik had er een ontmoeting met een gedetineerde die in het afgelopen jaar tweemaal zijn overplaatsing vroeg naar een Franstalige gevangenis, maar die werd hem geweigerd. Wellicht moet men meer soepelheid aan de dag leggen.

06.06 Minister **Stefaan De Clerck** (*Frans*): Sommige gevangenen vragen om naar Tilburg terug te mogen keren, omdat ze het daar beter hebben.

06.07 **Éric Jadot** (Ecolo-Groen!): Ik herhaal dat ik de indruk heb dat een Nederlandstalige beter af is in Tilburg, waar hij werk heeft en opleidingen kan bijwonen, dan elders. Het zou echter goed zijn te luisteren naar personen die de moed laten zakken.

06.08 **Daphné Dumery** (N-VA): Misschien moeten we toch eens over de grens in Nederland poolshoogte gaan nemen.

06.09 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Dat is een goede suggestie. Dat Nederland een overcapaciteit aan cellen heeft en wij een tekort, maakt natuurlijk al een heel verschil uit voor het individueel comfort van de gedetineerden.

Ik heb begrip voor de taalproblemen van de Franstalige gedetineerden in Nederland. De Nederlandse cipiers spreken moeilijker Frans. Vergeet ook niet dat er bij ons 120 nationaliteiten gevangen zitten. Het is voor de penitentiare beambten niet altijd eenvoudig om al die nationaliteiten te managen.

06.10 **Daphné Dumery** (N-VA): Nederland heeft ook heel wat nationaliteiten in zijn gevangenissen. Men slaagt er wel in om ter zake een echt beleid te voeren.

06.11 **Valérie Déom** (PS): Wat het gebruik der talen betreft, zouden diegenen die overgebracht worden vooral niet-verblijfhouders zijn, die onze landstalen niet machtig zijn. Maar er zijn ook anderen! Hoe efficiënt is de reclassering dan nog? Het probleem van de overbevolking lossen we evenmin op.

Ik wil werkelijk hameren op de volgende aspecten: de rechten van de gedetineerden, hun resocialisatie, het bezoekrechten van de families, enz. Sommige dossiers werden overgebracht ondanks het negatieve advies van de gevangenisdirectie. Is de gevangenisdirecteur niet diegene die de gedetineerde en zijn dossier het beste kent?

Tegelijk kunnen we geen gevangeniszellen blijven bijbouwen, dat is immers ook geen ideale oplossing.

Het incident is gesloten.

07 **Vraag van de heer Bert Schoofs aan de minister van Justitie over "de vrijlating door de kamer van inbeschuldigingstelling te Brussel van de van moord verdachte Claude M." (nr. 3118)**

07.01 **Bert Schoofs** (VB): Op 21 februari 2011 stelde de kamer van inbeschuldigingstelling van Brussel Claude M., een verdachte in een moordzaak, op vrije voeten omdat de vordering van het parket niet afgewerkt was. Hoe is dit mogelijk?

07.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Het dossier werd op 23 november 2010 aan het parket meegedeeld. Op de zitting van 4 februari 2011 werd de betrokkene door de raadkamer voorwaardelijk in vrijheid gesteld aangezien het parket nog geen eindvordering had opgesteld. Het parket van Brussel tekende hiertegen beroep aan, maar de kamer van inbeschuldigingstelling bevestigde de beschikking van de raadkamer bij arrest van 21 februari 2011.

De betrokkene werd op 3 april 2010 aangehouden op verdenking van moord als dader of als mededader. Het

lijkt echter waarschijnlijk dat er door het parket een herkwalificatie zal gebeuren naar opzettelijke slagen en verwondingen met de dood tot gevolg, zonder de intentie te doden.

Op 23 februari 2011 heeft de Brusselse procureur-generaal de Brusselse procureur des Konings ter verantwoording geroepen aangezien de vordering niet tijdig werd afgerond.

07.03 Bert Schoofs (VB): Dat de procureur des Konings ter verantwoording wordt geroepen, is niet meer dan normaal.

Het incident is gesloten.

08 Samengevoegde vragen van

- de heer **Bert Schoofs** aan de minister van Justitie over "de vrijlating van een na een klopjacht aangehouden minderjarige allochtoon" (nr. 3119)
- mevrouw **Kristien Van Vaerenbergh** aan de minister van Justitie over "de vrijlating van een jonge dief door een Luikse onderzoeksrechter" (nr. 3141)

08.01 Bert Schoofs (VB): Een tijdje geleden liet een onderzoeksrechter in Luik een minderjarige vrij die door de politie was gevat na een lange klopjacht die begon in Heers en eindigde in Leuven. Vanuit de vluchtwagen werden door de minderjarige en zijn kompaan allerlei blijkbaar gestolen goederen naar de achtervolgende agenten geslingerd. Na zijn aanhouding weigerde de minderjarige verdachte elke medewerking. Naar verluidt zou zijn kompaan ontsnapt zijn.

Tijdens die klopjacht werd het leven van politiemensen ernstig in gevaar gebracht. Deze feiten hebben al geleid tot een reactie van de NSPV, een van de politievakbonden, die zijn leden opriep hun leven niet langer te riskeren bij dit soort van levensgevaarlijke achtervolgingen.

Kan de minister duiding geven bij dit voorval? Waarom werd die minderjarige crimineel in Luik vrijgelaten?

08.02 Kristien Van Vaerenbergh (N-VA): Klopt het dat die jongeman werd vrijgelaten omwille van een plaatsgebrek in de jeugdinstelling? Op welke wijze kan de capaciteit van de jeugdinstellingen worden opgedreven? Hoe verloopt het overleg met de Gemeenschappen? Is er geen andere manier van werken mogelijk, waardoor die minderjarigen sneller bestraft zouden kunnen worden, bijvoorbeeld via een soort van snelrecht?

08.03 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Het klopt dat de minderjarige opnieuw bij zijn ouders verblijft. Dat kan een argument geweest zijn bij de beoordeling door de Luikse onderzoeksrechter.

Het is onmiskenbaar zo dat beide Gemeenschappen een andere visie hebben op de uitbouw van hun instellingen voor plaatsing van minderjarige delinquenten.

De relatief omvangrijke capaciteit in de respectieve federale instellingen is slechts beschikbaar voor minderjarigen boven 14 jaar die feiten plegen waarvoor meer dan vijf jaar gevangenis wordt gevraagd. Alle anderen moeten naar een gemeenschapsinstelling.

In dit concreet geval probeerde een minderjarige in gezelschap van een andere jongere met een auto aan de politie te ontkomen. De minderjarige werd uiteindelijk ingerekend, zijn gezelschap – die nog altijd niet is geïdentificeerd – kon vluchten. Er werden processen-verbaal opgesteld door de politie van Borgloon. De jongere werd in Luik voor de jeugdrechter geleid en dus niet voor de onderzoeksrechter. De jeugdrechter oordeelde op basis van de vergrijpen – heling en weerspannigheid – dat een plaatsing in een gemeenschapsinstelling moest gebeuren, maar vermits daarin geen plaats vrij was, werd de vrijlating bevolen. Er wordt momenteel wel een uithandengeving voorbereid omdat de gepleegde feiten te ernstig zijn. De vrijlating in kwestie is natuurlijk de verantwoordelijkheid van de magistratuur en daarvoor moet ik respect opbrengen.

08.04 Bert Schoofs (VB): Die scheiding tussen federale en gemeenschapsinstellingen krijg je aan de mensen niet uitgelegd! Criminelen moeten achter de tralies en daarmee uit! Er is een tendens bij magistraten om jonge criminelen – vaak vreemdelingen die hier met hun ouders verblijven – vrij te laten en naar hun

familie te laten gaan. Dat is blijkbaar een soort criterium aan het worden.

08.05 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Een jeugdrechter moet met tal van elementen rekening houden, waaronder zeker ook de thuissituatie. Dat is een evidentie.

08.06 **Bert Schoofs** (VB): En die ouders blijven dan nog eens kindergeld ontvangen voor die jonge criminelen die ten laste van hen zijn!

08.07 **Kristien Van Vaerenbergh** (N-VA): Natuurlijk is de jeugdrechter autonoom in zijn beslissing, maar de perceptie van zo'n beslissing is toch heel negatief.

08.08 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Ik heb, met betrekking tot dit dossier, een aantal burgemeesters ontvangen en ik heb alle begrip voor hun bekommernis voor hun politiekorpsen. Op 6 april is er opnieuw een vergadering.

Onmiddellijke actie is een zaak, recht plegen een ander. Een magistraat oordeelt in alle onafhankelijkheid en we moeten dit blijven respecteren. De politiemensen moeten beseffen dat zij een risicovolle baan hebben, maar dat zij niet voortdurend commentaar moeten leveren bij het werk van de magistraten, want dat leidt tot een permanente conflictsfeer.

Onze gevangenissen zitten trouwens overvol. Men kan dus toch niet spreken van een sfeer van straffeloosheid in dit land.

Het incident is gesloten.

09 **Vraag van de heer Bert Schoofs aan de minister van Justitie over "de vrijlating door de kamer van inbeschuldigingstelling te Brussel van de van moord verdachte Younesse Z." (nr. 3120)**

09.01 **Bert Schoofs** (VB): Younesse Z. werd vrijgelaten door de kamer van inbeschuldigingstelling (KI) te Brussel. Hij was ook een verdachte in een heel zware zaak. Het parket zou niet tijdig beslist hebben of er een verwijzing moest komen.

Kan de minister toelichting geven bij de feiten? Wanneer zal het parket beslissen? Heeft de procureur-generaal de procureur des Konings tot de orde geroepen?

09.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): De zaak werd op 22 februari 2011 voor de KI gebracht. Hij werd onder aanhoudingsmandaat geplaatst wegens moord op 3 mei 2009. Op basis van de concrete gegevens uit het dossier heeft de KI geoordeeld dat de redelijke termijn niet verstreken was, maar dat een voorwaardelijke invrijheidstelling op zijn plaats was. De magistraat oordeelt in alle onafhankelijkheid. Het heeft niets te maken met de redelijke termijn, procedurefouten of kwalificatieproblemen. Het is een oordeel van een magistraat. Daar heb ik respect voor.

09.03 **Bert Schoofs** (VB): Dit gebeurt onder invloed van de Europese rechtspraak die ons meer en meer begint te hinderen. Het onevenwicht neemt toe ten nadele van de slachtoffers en nabestaanden en ten voordele van verdachten. Het wordt tijd dat de pendel een andere richting uitslaat. Het is moeilijk om tegen de stroom in te roeien, maar ik zal blijven vechten voor de rechten van slachtoffers. Ik ga niet mee in het politiek correcte discours dat alleen verdachten moeten worden geholpen. Het wordt tijd dat de victimologie het opnieuw haalt in het maatschappelijk discours.

09.04 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Ik keur deze interventie af. Er wordt voor slachtoffers heel veel gedaan. De heer Schoofs zou liever zonder onafhankelijke magistraten functioneren. Hij wil een systeem waarbij veeleer de politieman beoordeelt. Hij moet respect opbrengen voor de uitspraak van onafhankelijke magistraten. Ik blijf overtuigd van de noodzaak van de scheiding van de machten.

09.05 **Bert Schoofs** (VB): Ik heb op geen enkel moment het woord 'magistraat' uitgesproken in mijn repliek. Het is bijvoorbeeld de Orde van Vlaamse Balies die de slinger laat doorslaan. Ik heb het over een politiek en maatschappelijk discours. Ik heb wel respect voor de rechterlijke macht. Na de veroordeling van mijn partij

ben ik blijven geloven in de rechtsstaat. Het is een echte schande om dat nu van de minister te moeten horen.

Het incident is gesloten.

10 Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister van Justitie over "de stijging van het aantal schijnhuwelijken" (nr. 3143)

10.01 Peter Logghe (VB): In het jaarverslag van de Dienst Vreemdelingenzaken staat dat minstens 20 procent van alle afgesloten huwelijken schijnhuwelijken zouden zijn, in tegenstelling tot een eerdere, veel te optimistische raming.

Heeft de minister kennis genomen van de cijfers van de Dienst Vreemdelingenzaken? Heeft hij daar commentaar bij? Wordt het niet dringend tijd om minstens de grootste pijnpunten aan te pakken, met gevoelig hogere boetes en een databank voor de misbruiken? Kan men de verblijfsvergunning niet automatisch intrekken bij vaststelling van een schijnhuwelijk? Komt er een wetgevend initiatief? Wordt het geen tijd om het wetsvoorstel hierover goed te keuren of stelt de minister andere maatregelen voor? Wanneer wordt eindelijk een initiatief genomen?

10.02 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Hierover bestond een politiek akkoord, maar de regering is gevallen en sindsdien is dit dossier in behandeling in het Parlement. Ik ken de cijfers. Het aantal administratieve onderzoeken is gedaald van 10.414 in 2009 naar 9.151 in 2010. Met dergelijke onderzoeken wil men nagaan of er sprake is van misbruik, dus gaat het hier niet automatisch om het aantal schijnhuwelijken.

Er is wel sprake van een verhoogde aandacht voor het fenomeen, wellicht ten gevolge van het feit dat dit misbruik nu ook wettelijk strafbaar is. Sinds oktober 2009 is er bovendien een rondzendbrief die aangeeft hoe men moet omgaan met dit soort van misbruiken.

We moeten zorgen dat iedereen zijn verantwoordelijkheid neemt in deze kwestie, bijvoorbeeld de Dienst Vreemdelingenzaken en de lokale overheden, en ons ook dringend beraden over bijkomende wetgeving voor een efficiënter informatiebeheer ter zake. Het Parlement moet hier snel de volgende stap zetten.

10.03 Peter Logghe (VB): De minister overtuigt mij niet. De rondzendbrief van 2006 heeft totaal geen zoden aan de dijk gezet.

10.04 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Het is strafbaar sinds 2006 en er is een rondzendbrief sinds oktober 2009. Of moet ik die dan maar weer intrekken?

10.05 Peter Logghe (VB): Sinds 2007 wijst men erop dat het wel degelijk gaat over een aantal steeds weerkerende zaken, te lage boetes, wetten die leiden tot straffeloosheid bij gebrek aan strafuitspraken. De minister zegt dat wetgevend werk dringend geboden is, iets wat we nu al drie jaar horen. Volgens hem mogen we die 9.151 gevallen niet veralgemenen, maar met 20 procent van alle huwelijken blijft het aantal schijnhuwelijken nog altijd zeer hoog. Daar komen dan nog eens de schijnsamenlevingscontracten bij. Waar blijft die databank?

10.06 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Het Parlement, waarvan de heer Logghe deel uitmaakt, kan actie ondernemen. De teksten zijn er.

Het incident is gesloten.

11 Vraag van mevrouw Carina Van Cauter aan de minister van Justitie over "de aanbevelingen van het Comité P in verband met ViCLAS in de zaak-Van Uytsel" (nr. 3156)

11.01 Carina Van Cauter (Open Vld): Uit de aanbevelingen van het rapport van het Comité P naar aanleiding van het onderzoek naar de moord op Annick Van Uytsel blijkt dat er bijkomend moet worden geïnvesteerd in ViCLAS.

Momenteel is er een capaciteitsprobleem. Blijkbaar werd er destijds gestart met de input van de verschillende gegevens, maar uitgaande van een 500-tal dossiers per jaar. In de realiteit blijkt dat het gaat om ongeveer 2.500 feiten van verkrachting en 2.600 feiten van aanranding op de eerbaarheid.

Daarom werd het College van de procureurs-generaal gevraagd om tien bijkomende analisten aan te werven en er werd in mei 2009 ook een beslissing genomen. Blijkbaar is die beslissing door bezuinigingen echter niet of onvoldoende uitgevoerd. Vervolgens zou de federale politie een nieuw voorstel hebben ingediend bij het College van de procureurs-generaal. Toch werd op 28 november 2010 de beslissing genomen om geen prioriteit te leggen bij ViCLAS.

Is deze informatie correct? Is het mogelijk om een afschrift te krijgen van de beslissing van het College van procureurs-generaal van 28 november 2010? Steunt de minister de verdere uitbouw van ViCLAS? Zal de minister de nodige beslissingen nemen om het systeem uit te bouwen conform de aanbevelingen van het Comité P?

11.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Ik weet dat er moeilijkheden waren met de encoding van de diverse dossiers in de databank. Ik sta trouwens volledig achter ViCLAS door mijn ervaringen uit de Dutroux-periode. Databanken en informatie zijn cruciaal. Het is mij ook bekend dat er ongeveer 10 personen bijkomend nodig zijn om alle dossiers op een correcte manier in te brengen.

Ik heb dat een eerste keer laten noteren in het College van procureurs-generaal in januari 2010. Het is ook evident dat zo'n databank vooral cruciaal is in haar internationaal gebruik en dat punt werd opnieuw geagendeerd in het College van procureurs-generaal in oktober 2010. Daar heeft het College ook bevestigd dat het het systeem verder wil uitbouwen en dat het prioritaire aandacht zou krijgen.

Bij de budgetcontrole heeft Binnenlandse Zaken drie extra plaatsen gecreëerd voor de cel Agressie en één plaats voor een operationeel lid van de directie opengesteld.

Er is zeker geen weerstand van het College. Ik weet niet waar het probleem zich bevindt.

11.03 **Carina Van Cauter** (Open Vld): Het volledig invullen van deze gegevensbank zal verdere misdaden met ernstige gevolgen voor de slachtoffers kunnen voorkomen.

Wij moeten ons goed realiseren dat er levens op het spel staan. Sinds twee jaar beseft men dat er binnen de politie onvoldoende capaciteit bestaat om het systeem volledig in te vullen. In mei 2009 heeft men geoordeeld dat er 10 bijkomende misdaadanalisten zouden moeten worden aangeworven.

In een brief van het College van procureurs-generaal van 30 december 2010 werd aan de minister van Justitie geschreven dat het systeem ofwel inefficiënt en onvoldoende zou werken, of dat men het misschien beter helemaal kon laten vallen, omdat het geen zin had zonder de bijkomende misdaadanalisten.

(*Citeert in het Frans*) Het College van procureurs-generaal heeft de vraag aan de minister van Justitie voorgelegd in de hoop dat er adequate middelen kunnen worden uitgetrokken voor de werking van het *Violent Crime Linkage System* (ViCLAS).

11.04 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Ik ben niet verantwoordelijk voor het budget van Binnenlandse Zaken en kan daarover geen instructie geven. Ik heb steeds bevestigd dat ik dit prioritair vind en ik weet niet waar die spraakverwarring vandaan komt.

11.05 **Carina Van Cauter** (Open Vld): In dit dossier moeten zowel Binnenlandse Zaken als Justitie prioritair middelen ter beschikking stellen.

11.06 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): In Justitie beschik ik niet over een budget om politiemensen te betalen.

11.07 **Carina Van Cauter** (Open Vld): In mei 2009 is beslist dat Justitie bijkomende misdaadanalisten zou aanwerven.

11.08 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Justitie werft nooit politiemensen aan. Ik heb niet de middelen om nog eens een dertigtal mensen aan te werven, dat moet gebeuren via Binnenlandse Zaken. Wij zijn zeker vragende partij en voor ons is het een prioriteit, maar ten koste van welke bestaande posten binnen de politie moet men dan extra mensen aantrekken? Hoewel, ik ga er momenteel van uit dat dit niet het probleem is, anders zou ik dat wel vernomen hebben.

11.09 **Carina Van Cauter** (Open Vld): Kan de minister die stukken nog eens nalezen, gezien het belang van de kwestie? Tussen mei 2009 en nu werden hierover brieven uitgewisseld en het punt werd geagendeerd bij het College van de procureurs-generaal. Vandaag is de minister blijkbaar ook aangeschreven om een beslissing te nemen.

Ik kan in de praktijk alleen maar vaststellen dat er onvoldoende middelen en mensen zijn.

11.10 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Ik zal mijn brief aan minister Turtelboom van januari 2011 voorlezen. Hij is in het Frans opgesteld omdat het dossier bij mij door een Franstalige wordt behandeld.

(*Frans*) In mijn brief van januari 2011 aan minister Turtelboom benadrukte ik dat dit sinds 2003 in België gebruikte systeem van onschatbare waarde is en dat het College een ontwerptekst voor een omzendbrief aan het uitwerken was, teneinde de implementering van het systeem te optimaliseren. Ik herinnerde eraan dat de federale politie had gemeld dat zij moeilijkheden had met de noodzakelijke invoering van de gegevens en had voorgesteld van het ViCLAS-systeem af te stappen. Het College wilde dat het systeem prioritair bleef.

Ikzelf was van oordeel dat er dankzij deze gegevensbank verbanden zouden kunnen worden gelegd tussen diverse zedenfeiten en gewelddaden en dat die databank moest worden behouden en ten volle moest worden ontwikkeld. De beslissing van de federale politie om alleen de extrafamiliale feiten in te voeren maakte ViCLAS inefficiënt, en dat terwijl het Belgisch voorzitterschap een internationale samenwerking voorstond.

Ik vroeg aan de minister of zij mij haar standpunt met betrekking tot het volledig benutten van de ViCLAS-methode wilde meedelen en welke maatregelen er volgens haar moesten worden getroffen.

11.11 **Carina Van Cauter** (Open Vld): Er blijft dus een spraakverwarring.

11.12 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Mevrouw Van Cauter moet mij niet verwijten dat ik het tegenhoud.

11.13 **Carina Van Cauter** (Open Vld): Ik zal nogmaals de minister van Binnenlandse Zaken hierover aanspreken om te weten wie de beslissing nu moet nemen. Het College vraagt gedurende twee jaar aan de minister om middelen vrij te maken. De politie zegt dat tien bijkomende krachten extern via Justitie moeten worden aangeworven. Er staan ook vandaag nog altijd mensenlevens op het spel door een gebrek aan informatie-uitwisseling.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 12.32 uur.